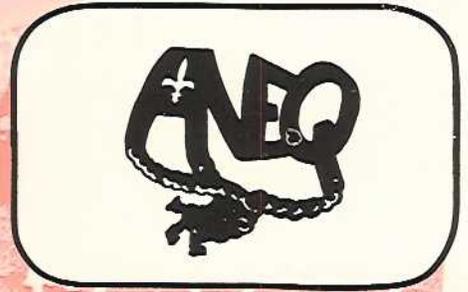


# le québec ETUDIANT



Vol. 1 No. 4

décembre 1977

## L'ESCOUPE ANTI-EMEUTE DELOGE LES ETUDIANTS A MONTMORENCY

p.6

Etudiants de  
St-Jean  
poursuivis

p. 15

Exclusif:

Entrevue avec  
Yvon Charbonneau

p. 7

Première journée  
de mobilisation  
nationale

p. 13

## MORIN CAUTIONNE

p.4

Dossier:

Le mouvement  
étudiant et  
la question nationale

p. 18



le québec  
ETUDIANT



Vol. 1 No. 4 décembre 1977

sommaire

Editorial ..... p. 4  
 Courrier du lecteur ..... p. 5  
 Lock-out au Cégep  
 Montmorency ..... p. 6  
 Entrevue avec  
 Yvon Charbonneau ..... p. 7  
 Une fin de semaine  
 chez les Anequistes ..... p. 9  
 Première journée de  
 mobilisation nationale ..... p. 12  
 Le monde étudiant... partout . p. 13  
 Bande dessinée ..... p. 14  
 Dossier: Le mouvement étudiant  
 et la question nationale.  
 Il y a deux unions nationales  
 au Canada ..... p. 18  
 Science ..... p. 24  
 Les média ..... p. 25

C'est à croire que rien n'est jamais normal dans le monde étudiant... encore une fois nous avons du gros nouveau pour la revue, en premier lieu celle-ci devient mensuelle pour des raisons financières. D'ailleurs une campagne d'abonnement est en cours. Nous profitons donc de ce passage de bi-mensuel pour changer le visage de la revue en la présentant comme revue-magazine, vous y trouverez une dizaine de chroniques, de la littérature au sport en passant par la «question femme», la psychologie et la science. Espérons que cet éventail de sujets saura vous plaire. Aussi autres changements, nous sommes de retour au bercail, la grève à la CEQ étant terminé nous retrouvons nos aises. Toujours dans la veine de la nouveauté, «Le Québec Etudiant» a adhéré à la Presse Etudiante Nationale lors du Ve Congrès tenu à l'Université McGill le 26 novembre. Il s'agissait de rendre officiel ce qui était officieux.

Tout bouge ou commence à bouger, on boycotte à l'université de Montréal, à l'université de Sherbrooke, on a occupé au Cégep de Montmorency, à la cafétéria du Cégep de St-Jean-sur-Richelieu, au Cégep de St-Jérôme les étudiants ont occupé l'administration, une journée de grève a eu lieu au Cégep d'Ahuñsic et j'en passe. A travers tout ce beau monde en mouvement «Le Québec Etudiant» essaiera de faire le point. Enfin la revue sera officiellement baptisée le 16 décembre à nos bureaux de Québec à l'occasion d'une conférence de presse.

Mensuellement vôtre,

Pierre Potvin,  
rédacteur en chef

le québec  
ETUDIANT



L'ESCOUADE  
ANTI-EMEUTE DELOGE  
LES ETUDIANTS  
A MONTMORENCY

Etudiants de  
St-Jean  
pourville p. 15

Entrevue avec  
Yvon Charbonneau p. 7

Première journée  
de mobilisation  
nationale p. 13

MORIN  
CAUTIONNE

Le mouvement  
étudiant et  
la question nationale p. 18

le québec  
ETUDIANT



Editeur: Association Nationale des Etudiants du Québec (Aneq). Rédacteur en chef: Pierre Potvin. Directeur de l'information: Daniel Pauquet. Directeur de l'éditorial: François Couture. Collaborateurs: Ahmed Chôkri, Richard Sirois, Hélène Giguère, Jean-Pierre Grégoire, Raymond Blain, Marie-Lyne Ethier, Claude Fortin, Paul Soutière, Roxane Tourangeau, Normand Martineau, UIE (Union internationale des étudiants), Jocelyne Richer, PEN (Presse étudiante Nationale), BNIR (Bureau National d'information et de recherche, Aneq). Conception de la page couverture: Pierre Potvin. Administration et trésorerie: François Desbiens. Conseiller technique: Jennifer Robinson. Atelier de composition: Compo-Aneq, 1625 Principale, St-Blaise. Impression: Richelieu Roto-Litho, St-Jean, Qué. Distribution: Purolator Courrier Ltée. Bureau de la rédaction: 2336, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Qué. G1V 1S5, tél.: (418) 658-5711, extension 226. «Le QUEBEC ETUDIANT» est publié deux fois par mois et distribué à tous les membres de l'Aneq sans aucun frais dans tous les Cégeps et universités du Québec. Les groupes ou associations et individus qui désireraient recevoir un abonnement d'un an à domicile doivent envoyer leurs noms et adresses au bureau de la revue accompagnés d'un mandat-poste ou chèque de dix [10] dollars au nom de l'Aneq. Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction totale ou partielle est permise en mentionnant l'origine. Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec.

# Jacques Yvan Morin déçoit

Monsieur Jacques Yvan Morin, dans son attitude d'intransigeance, démontre aux étudiants du Québec le peu de confiance qu'ils peuvent lui prêter lorsqu'ils n'appuient pas leurs demandes par des moyens de pression appropriés. Attitude décevante en effet, puisqu'il semble bien que la concertation pacifique est impossible, comme avec les gouvernements précédents. Certains l'avaient prédit sur la base de leurs préjugés ou de leurs convictions personnelles. Aujourd'hui, nous devons tous malheureusement le constater, et ce n'est plus seulement une question d'idéologie, mais bien une question de fait observable et vérifiable. A Gaspé, lors d'un débat-midi avec les étudiants, le député péquiste de Rimouski déclarait que sans rapport de force, les étudiants ne pourraient jamais obtenir davantage de considération de la part du gouvernement. Le lendemain, à Montréal, Jacques-Yvan Morin faisait la démonstration éclatante de cette affirmation: non seulement il refusait de répondre aux questions des étudiants, mais il allait même jusqu'à les insulter ouvertement. La plus odieuse de ces insultes était sans aucun doute l'appui du ministre Morin à l'intervention policière au Collège Montmorency. On se souvient que la police de Montréal avait alors utilisé la matraque, la hache et la barre à clous pour déloger les occupants. Monsieur Morin a déclaré qu'aucun régime démocratique ne tolérerait la chienlit et le désordre et qu'il prendrait les moyens nécessaires pour le déraciner. Sinistre avertissement. Le ministre annonce de sombres perspectives aux étudiants qui désirent promouvoir leur point de vue: Alors que d'une part, le député Marcoux écarte la possibilité de toute relation pacifique, le ministre

Morin veut prendre les «moyens nécessaires» pour écraser les luttes étudiantes qu'il qualifie de chienlit et de désordre. Autrement dit, si on reste calme, on obtient rien, et si on prend des moyens de pression on se fait claquer sur la tête. Il y a malheureusement quelques données que le ministre Morin semble négliger. En effet, comme il l'affirme lui-même, beaucoup d'étudiants et de travailleurs ont placé leurs espoirs sur son gouvernement. Mais le ministre oublie que ces mêmes étudiants et travailleurs n'accepteront jamais que l'on réintroduise les politiques répressives et démagogiques du gouvernement précédent. Ce n'est pas sans motif que le gouvernement Bourassa s'est attiré la hargne de la population. Ce n'est pas en vendant la même salade que Morin va réussir son coup, même si l'étiquette est différente.

En ridiculisant les étudiants, le ministre Morin cause un tort irréparable à sa popularité et à celle de son gouvernement. Il oblige les étudiants à entreprendre des pressions pour démontrer leur solidarité, leur détermination à obtenir des réponses ainsi que des mesures concrètes dans le sens de leurs revendications et des nombreuses promesses électorales. [qui sont malheureusement restées des promesses depuis 1960].

La peur ne vaincra pas, pas plus qu'elle n'a pu vaincre les étudiants et les travailleurs sous le gouvernement Bourassa. Que notre gouvernement respecte la population, qu'il l'écoute, qu'il lui rende des comptes et qu'il tienne ses engagements, voilà une belle politique. Mais il semble qu'elle appartienne au rêve et que nous aurons encore à garantir nos intérêts en constituant une force d'envergure nationale qui pose ses revendications, qui exige des comptes, des mesures concrètes et qui prenne, elle aussi, les «moyens nécessaires» pour défendre ses intérêts légitimes.

François Couture

François Couture  
Secrétaire général  
de l'Aneq



## Courrier du lecteur

«Le Québec ETUDIANT» publie avec plaisir les lettres de ses lecteurs. Les opinions doivent être appuyées du nom et de l'adresse de leurs auteurs. «Le Québec ETUDIANT» se réserve le droit d'éditer et de raccourcir les lettres publiées. Expédiez vos envois à «Le Québec ETUDIANT», 2336, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Québec. Code Postal G1V 1S5.

# Le Monstre répond!

Dans un article paru dans «le Québec étudiant» intitulé 'Services-Campus, le monstre du Lac au Castor', Eric Devlin analysait le déroulement de l'assemblée générale annuelle de Services-Campus. Nous aimerions y apporter quelques précisions.

La première vient corriger votre vision des faits sur l'affrontement FAECUM - Travailleurs de S.-C. [FAECUM: Fédération des Associations Etudiantes du Campus de l'Université de Montréal, S.-C.: Services-Campus]. Non seulement cet affrontement n'a pas eu l'ampleur que vous lui attribuez, mais il a été maladroitement provoqué par une question d'un étudiant de Droit qui s'interrogeait sur les hauts salaires[?] des travailleurs. C'est curieux comme le salaire du voisin est toujours trop élevé et le nôtre jamais assez gros! Quant à l'alliance avec des éléments communistes, elle est totalement circonstancielle, les syndicats de S.-C. n'étant pas particulièrement des syndicats de lutte de classe...

La deuxième concerne le prix élevé des items dans les distributrices de S.-C. Il est vrai que Poly et H.E.C. [Hautes Etudes Commerciales] vendent certains articles moins chers que S.-C. mais ne faudrait-il pas considérer le fait que S.-C. paie \$100,000 par année de 'ristourne' à l'U de M, alors que les étudiants de Poly et H.E.C. ne paient rien pour leur loyer. Et que penser de la Coop HEC qui préfère se fermer les yeux sur les conditions de travail de leur concessionnaire [Versa Food, une multinationale d'origine britannique] ou de l'AEP, dont les employés n'avaient pas encore en 76, les conditions que nos travailleurs avaient en

74... Nos employés sont trop payés, direz-vous? Et bien non, car il gagnent encore de \$20 à \$50 par semaine de moins que les caissières et les commis des grandes chaînes d'alimentation...! D'autre part, il y a une grande concentration de clientèle dans les immeubles de Poly et HEC ce qui favorise leur rentabilité alors que S.-C. doit fournir un service dans les petits pavillons où il n'y a pas souvent 200 étudiants par jour. Précisons enfin que nos prix élevés, sont encore moins chers que dans les hôpitaux, les cégeps et les entreprises privées de l'Île de Montréal.

La troisième vise à rectifier une erreur de frappe... Il ne s'agit pas de \$14,204 prévu à l'Item salaires, collaborateurs, et charges sociales pour le Quartier Latin [ancien journal des étudiants de l'U de M] mais de \$5,896 pour le permanent technique, et de \$3000 pour collaborateurs et charges sociales. Précisons que le Continuum [journal officiel de la FAECUM] a lui

aussi son permanent technique rémunéré, ce qui est parfaitement normal.

En terminant, je voudrais qu'on m'explique dans un autre article [SVP, Eric!] pourquoi la FAECUM se dit-elle plus démocratique et plus représentative que Services-Campus alors qu'elle doit utiliser des stratagèmes [la tactique du quorum] et le Bulldozer [les quatre questions préalables au débat sur le Quartier Latin] pour faire avancer son point de vue.

Et j'aimerais bien commenter l'absence des étudiants mais je leur laisse tirer les conclusions...

Raymond Joly,  
secrétaire-exécutif,  
Services-Campus

P.S. Le monstre a pris deux mois pour répondre, mais que voulez-vous un monstre, c'est slow pis ça pas beaucoup de cervelle...

## A Pierre Potvin et son équipe

Félicitations pour votre revue «le Québec ETUDIANT». Continuez dans la même voie. J'espère que vous continuerez de nous en envoyer un exemplaire et si l'occasion se présente d'améliorer nos relations.

A espérer que nous puissions correspondre avec vous.

Pierre Bernier  
Directeur-adjoint de la  
fédération des étudiants de  
l'Université de Moncton Inc.

La Librairie  
Populaire  
s'y connaît  
en LIVRES...



690 Collard      Alma P.Q.

sur demande est disponible  
un catalogue des livres  
ressources, vous permettant  
de nous commander TOUT  
sur: -l'agriculture biologique  
-médecine naturelle  
-technologie alternative  
-ésotérisme...  
tradition.

## Lock-out au Cégep Montmorency



Occupation à Montmorency

Photo: Jacques Bertrand

Montréal (PEN) - Il y a près de trois (3) semaines, l'association étudiante du Cégep Montmorency convoquait une assemblée générale portant principalement sur les divers problèmes auxquels doivent faire face les cégépiens lavallois soit: la liberté d'expression et d'information, l'accessibilité au matériel audio-visuel pour les étudiants de Cinéma et la baisse des prix à la cafétéria.

La semaine dernière, l'AGECM convoquait cinq (5) assemblées générales pendant lesquelles il fut décidé d'occuper la cafétéria et les locaux administratifs tout en revendiquant auprès de l'administration un agrandissement de la cafétéria et un ajout de tables et de chaises pour 1977-78, la diminution du prix des repas complets à \$1.50, la création d'un comité de surveillance par les usagers de la cafétéria qui verrait à contrôler la qualité, la quantité et la diversité des repas offerts. Les étudiants exigent de plus que les employés de la cafétéria soient payés pour les journées de travail perdues.

En ce qui concerne la liberté d'expression et de diffusion, l'administration de Montmorency refuse le droit aux étudiants et professeurs d'afficher, de distribuer des tracts et des journaux... sans avoir préalablement le sceau administratif. Les étudiants répliquent en disant que dans un lieu «d'apprentissage tel le CEGEP, l'étudiant doit pouvoir faire circuler librement ses idées».

Autres points litigieux à Montmorency, le département de Cinéma;

depuis sa fondation, le CEGEP s'est doté de matériel audio-visuel ultra-moderne qui en partie demeure inutilisé sans raisons apparentes, une seconde partie sert à l'entreprise privée via l'autofinancement, la dernière partie est à la disposition des professeurs et des étudiants. Or il ne reste que 2 équipements individuels qui est utilisés par 140 usagers, aux dires de représentants de l'AGECM. De plus, l'administration impose de la censure sur les productions émises par les étudiants.

Ce à quoi les étudiants exigent la liberté d'expression et de création, une utilisation prioritaire par les étudiants et les enseignants pour le matériel audio-visuel, la formation d'un comité

### CONFLIT A MONTMORENCY:

## Landry intervient!

par Ginette Boucher

Montréal (PEN) - Le 31 octobre dernier, le député de Fabre et ministre d'Etat au développement économique du gouvernement québécois, M. Bernard Landry, rendait public un communiqué visant à éclaircir sa position sur le conflit qui sévit présentement au Cégep de Montmorency.

M. Landry se dit prêt à intervenir auprès de la Direction Générale d'Enseignement Collégial pour mettre sur pied une technique audiovisuelle au cégep lavallois et trouve par ailleurs surprenant que le matériel déjà contracté par l'institution ne puisse être accessible aux étudiants et aux professeurs. De plus, le ministre d'Etat est d'accord pour qu'un comité de citoyens

de citoyens pour la création d'une télévision communautaire et l'intervention gouvernementale pour la mise sur pied d'une technique audio-visuelle.

Face à ces revendications, l'administration répond par de vagues promesses aux dires des étudiants du CEGEP Montmorency. Les cégépiens lavallois ont donc entrepris depuis le 26 octobre dernier une occupation de 24 heures sur 24 y compris les fins de semaine dans le but de faire fléchir l'administration.

Cette occupation se termina le 1er novembre à 4 heures du matin, alors que les étudiants furent expulsés par l'escouade anti-émeute de la Sureté du Québec, assistés dans leur travail par la police lavalloise.

Fait à noter, l'intervention policière a eu lieu deux heures après une rencontre du comité de négociation avec la direction du CEGEP, et il ne fut aucunement mention lors de cette réunion d'une intervention policière possible!

Le lock-out fut décrété le 1er novembre par l'administration et aux dires du comité-profs étudiants, il est illégal! L'association étudiante souligne par ailleurs que l'administration est la seule responsable du pourrissement du conflit.

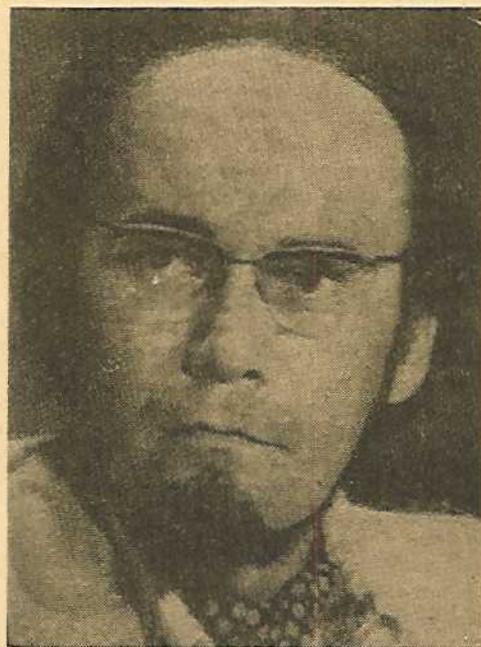
prenne en charge la télévision communautaire.

Comme on le sait, une des principales revendications des étudiants du cégep de Montmorency concerne la liberté de presse et d'information. A cela, M. Landry soutient que le principe est valable et que toutes personnes vivant dans des cégeps doivent avoir les mêmes libertés individuelles que celles assurées à tous les citoyens.

M. Landry conclut qu'en ce qui a trait aux problèmes de cafétéria, la situation doit être réglée entre les principaux intéressés. «Il est toujours préférable de régler un conflit par voies de négociations de bonne foi», d'où son désaccord avec l'intervention policière.

# Entrevue avec Yvon Charbonneau

réalisée par Pierre Potvin



Yvon Charbonneau, président de la Centrale de l'enseignement du Québec

**Question:** Croyez-vous qu'une centrale syndicale étudiante, au Québec, peut représenter une force au même titre qu'une centrale de travailleurs?

**Réponse:** Bien sûr, c'est dans la nature des choses, ça devrait se développer comme ça. C'est un fait de plus reconnu. Pour nous, à la CEQ, nous le reconnaissons comme tel. Des travailleurs intellectuels, non salariés, avec des problèmes économiques, des problèmes de chômage et par conséquent des problèmes qui sont à peu près de la même nature que ceux que nous avons et que nous essayons de travailler à l'intérieur des établissements scolaires. Nous sommes confrontés comme travailleurs de l'enseignement, à des coupures budgétaires qui nous privent de moyens en termes d'enseignement, et si on regarde la répartition des étudiants, ils sont privés eux aussi de moyens à bien des égards; ils sont obligés de faire des déboursés qu'ils ne faisaient pas il y a quelques années, pour du matériel et des services qui d'après nous devraient être accordés comme base. C'est notre point de vue et nous faisons tout ce que nous pouvons auprès des autres organisations syndicales, la CSN, la FTQ pour que ce point de vue soit accepté et pour que l'ANEQ soit considéré comme une organisation au même titre que la

CSN, la CEQ, la FTQ sur la scène québécoise. Je sais bien que dans certains milieux il s'agit d'une idée nouvelle; elle n'est pas acceptée, elle n'est pas encore tout à fait digérée du point de vue de certaines organisations.

**Question:** Que pensez-vous des différences entre le syndicalisme étudiant au Québec et le syndicalisme étudiant au Canada?

**Réponse:** Je ne suis pas très familier avec ce qui se passe dans d'autres provinces en ce qui concerne les organisations d'étudiants, mais, ce qui m'apparaît, c'est qu'au Québec, vraiment, les positions de l'ANEQ sont vraiment établies dans une perspective syndicale et combative, une perspective de représentation et de revendication très bien articulée et il me semble que c'est à peu près la même orientation que celle que nous essayons de pratiquer, nous, en tant que syndicalistes, en tant qu'organisation syndicale dans le Québec et j'imagine par conséquent que nous avons les uns et les autres les mêmes différences qu'avec ce qui se pratique en termes de syndicalisme dans l'ensemble du Canada. Les différences que nous avons comme organisation syndicale de l'enseignement, elles sont assez grandes par rapport à ce qui se passe dans d'autres provinces. Les liens que nous

avons déjà faits avec les autres travailleurs, les luttes unitaires dans le secteur public, notre militantisme, un certain avancement, aussi, au niveau de l'orientation politique, c'est assez différent de ce qui se passe dans d'autres provinces. Je parle des syndicats dans le domaine de l'enseignement. Alors j'imagine que nous sommes à peu près dans le même rayon syndical les uns et les autres.

**Question:** Est-ce que pour vous une ligne de piquetage étudiante est aussi infranchissable qu'une ligne de piquetage de travailleurs?

**Réponse:** C'est une question qui présente une dimension un peu nouvelle. Il me semble que cela pourrait faire l'objet de discussions plus en profondeur. Nous avons établi d'excellentes relations sur plusieurs points de fonctionnement et même sur plusieurs points politiques, Mais pour arriver à une action concrète, qui implique quand même quelque chose de façon indiscutable. Le respect d'une ligne de piquetage par un syndicat d'étudiants, je crois qu'il faudrait approfondir le niveau d'entente entre nous, échanger au niveau du contenu revendicatif. Et une fois que nous avons un consensus sur la base de la revendication, c'est bien clair que les gestes doivent suivre. Très souvent, ici, nous recevons des invités, des groupes etc. et là on a un

échange. On connaît la nature de leurs revendications et là c'est bien plus facile d'obtenir le respect d'une ligne de piquetage parce que les gens comprennent ce qui se passe en dessous. C'est à ce genre d'échange qu'on devrait aboutir, tout en prenant comme principe qu'une ligne de piquetage d'étudiants doit être respectée.

**Question:** Il serait donc possible que vous adoptiez un jour, en congrès ou en conseil général des résolutions en ce sens.

**Réponse:** Oui, à condition que s'approfondisse l'échange sur les revendications syndicales et politiques de l'Aneq.

**Question:** N'est-il pas possible, qu'avec nos revendications sur la qualité de l'enseignement, nous puissions entrer en contradiction avec la CEQ?

**Réponse:** C'est possible qu'à un moment donné, nous ne soyons pas d'accord à 100 pour cent sur des aspects de nos politiques. Evidemment, notre souhait, c'est qu'on puisse les harmoniser au maximum et à la limite ce n'est pas impossible qu'il y ait des divergences et que le syndicalisme étudiant ait son point de vue bien caractérisé et qui soit à une certaine distance de ceux que nous avons. C'est possible, mais l'idéal serait de pouvoir justement approfondir la discussion pour trouver le terrain commun. Si nous faisons du piquetage (nous autant comme vous), c'est pour soutenir des revendications à l'adresse des autorités, de ceux qui ont le pouvoir économique, ou qui ont le pouvoir en matière d'éducation etc. Les revendications que les étudiants pourraient formuler à l'endroit des enseignants, et bien, il faut voir que très souvent, nous sommes confrontés surtout à des obstacles communs.

**Question:** Que pensez-vous de la conception patron-employé de la relation professeur-étudiant?

**Réponse:** Ce n'est pas notre point de vue, comme organisation syndicale, de se comporter en patrons en face des étudiants. Ça se peut bien que des individus, de part et d'autre, aient cette mentalité. C'est clair qu'il y a toute une gamme d'opinions à l'intérieur de nos rangs. Mais comme



Source: Ligne Directe

relation d'organisation à organisation, ce n'est pas une relation de subordination qu'il y a ni de hiérarchie. Ce qui est en train de s'installer, bien au contraire, c'est une relation de solidarité j'espère, et de côtoiement, sur un même pied.

**Question:** Dans les revendications de l'Aneq, il y a la question des libérations syndicales des représentants au niveau régional ou provincial. Voyez-vous une impossibilité, avec votre expérience de syndicaliste, de négocier avec le gouvernement la libération syndicale et la perception à la source des cotisations?

**Réponse:** Je ne crois pas que ce soit impossible, au contraire, ce sont des revendications qui sont à mon avis

plausibles et qu'il vaut la peine de continuer à appuyer. Je sais que ça peut paraître neuf du point de vue du gouvernement mais il y a certainement des dispositions qui pourraient aller dans ce sens là. Je ne vois pas comment on pourrait organiser à longueur d'année des activités sans avoir un minimum de permanence. Quand ces permanences là doivent se faire au détriment de certains individus qui ratent leur année d'étude ou qui sont vraiment débordés, on doit vraiment trouver des moyens différents de nature à améliorer. Nous sommes d'accord avec ça en ce qui concerne notre bureau national(...) D'ailleurs nous allons les proposer, dès que l'occasion s'en présentera, à notre conseil général.

Les 28, 29 et 30 octobre 1977

## Une fin de semaine chez les Anéquistes;

A la confluence du St-Maurice et du St-Laurent, le soleil s'embrase dans les structures du vieux pont Laviolette qui nous amène sur la rive des Trois-Rivières. Calé dans mon siège, voilà que j'ambitionne une dominique (vieux terme français pour week-end) des plus reposante. Un huitième congrès de l'Aneq à sommeiller à la table des journalistes. Remarquez que d'ici à dimanche soir j'aurai une vision bien différente de la chose, ah, que oui!

Dès l'inscription de toutes part fusent des annonces: conseil central élargi pour l'ordre du jour, conseil régional un peu partout jusqu'à tard dans la nuit. Déjà les documents du congrès sont discutés par petits groupes. Après un spectacle satyrique présenté aux congressistes, tout un chacun se dirige vers les dortoirs. Privilégié, j'ai une chambre d'hôtel réservé, le hic c'est de la partager avec des membres de l'exécutif. Gentils jeunes hommes en définitive mais une réunion à cette heure-là, merci quand même! Sommeil peu réparateur, car je dois vous avouer que l'officier spécial de l'exécutif prend les 3/4 du lit double. Le lever pénible se transforme vite en course contre la montre, à huit heures trente nous sommes au Cégep de Trois-Rivières. Les délégués continuent d'affluer. A l'ouverture du congrès ils seront près de 400 délégués et observateurs. On y compte 28 délégations membres et 4 non-membres. Les préparatifs du congrès sont plus longs que prévus. Le début des travaux se fait à dix heures. L'ordre du jour est très chargé.

Après le mot de bienvenue du président de l'association locale, Robert Bellerose et l'élection du président d'assemblée, Michel Lauzon, l'ordre du jour est remanié et l'action commence...

L'exécutif de l'Aneq fait une proposition privilégiée afin d'expulser du congrès un certain groupuscule politique qui se promettait de perturber les débats. Après quelques moments de discussion, les travaux reprennent.

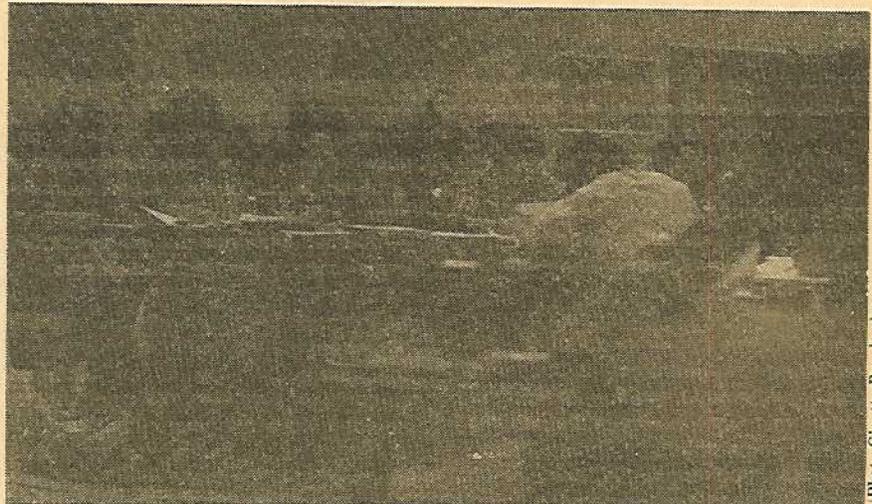


Photo Ginette Boucher

Pendant deux jours et (enfin presque!) deux nuits les conversations se sont poursuivies, tantôt calme, tantôt houleuse. La plupart des problèmes étudiants y ont été débattus les plans d'action ont été refusés ou acceptés mais toujours le statu quo était rejeté, le ton neutre, banni, le désir de changement, constant et le goût de travailler, présent.

M. Yvon Charbonneau incité à adresser la parole aux congressistes a

déclaré: «L'Aneq a parfaitement le droit de cité au côté des autres organisations syndicales du Québec».

Le dimanche soir éreinté, fatigué, m'en retournant à Québec, j'avais l'impression que quelque chose avait changé, le mouvement étudiant savait où il allait... et il irait.

N.D.L.R.: Le détail du congrès est analysé dans les articles de la P.E.N.

### VIIIe CONGRES

## L'Aneq pour l'auto-détermination des Québécois:

TROIS RIVIERES (PEN) - Reconnaissant le droit à la nation québécoise de disposer d'elle-même par un état souverain, l'Association Nationale des Etudiants du Québec (ANEQ) s'oppose à toute campagne du fédéral ou autre visant à nier le droit à l'auto-détermination du Québec. Il importe, cependant, que les étudiants fassent un choix réfléchi devant le bulletin référendaire. Pour atteindre cet objectif, l'ANEQ entend suggérer un certain nombre de questions sur lesquelles les étudiants devront s'interroger avant le choix historique.

«Jusqu'où va cette indépendance? Se limite-t-elle au niveau strictement constitutionnel? S'accompagne-t-elle d'un véritable projet de prise en main de notre territoire, de nos ressources et de notre culture?» interroge le Conseil Central lors du VIIIème Congrès National de l'Aneq.

L'Aneq tient également à clarifier certains points. Entre autres, l'Association Nationale reconnaît l'existence de la nation québécoise ainsi que ses droits politiques, culturels, économiques et de disposer d'elle-même par un Etat souverain.

[Suite à la page 10]

[Suite de la page 9]

De plus, l'indépendance du Québec impliquerait un certain nombre de sacrifices de la part des jeunes et des travailleurs, de dire l'Aneq. «A qui profiteront ces efforts? il n'y a guère d'efforts qui n'aille enrichir une compagnie multinationale quelconque», de reprendre le document soumis aux congressistes.

L'Aneq n'entend pas proposer à ses membres une quelconque position face à la question nationale, se définissant comme une centrale étudiante regroupant les étudiants du Québec sur une base syndicale et non politique et comptant en ses rangs des partisans comme des opposants de l'indépendance.

Face à ce document, les interventions des Associations se sont faites nombreuses et variées. Entre autres, celle de la délégation de Hull expliqua que le débat actuel ne vise «qu'à détourner l'attention des masses populaires face au pouvoir de l'impérialisme américain».



Le délégué du Collège de St-Jean et membre de l'exécutif de l'Aneq, François Mallette lors de son allocution sur la situation du mouvement étudiant au Québec au VIIIe Congrès.

A cela, François Couture, secrétaire général de l'Aneq, a répondu que «les étudiants ont droit d'exprimer leur choix et d'exiger de ne pas être charriés, les étudiants sont assez

intelligents pour choisir et de faire la part des choses.»

C'est cette dernière position que le congrès entérina à 18 pour 3 contre et 8 abstentions.

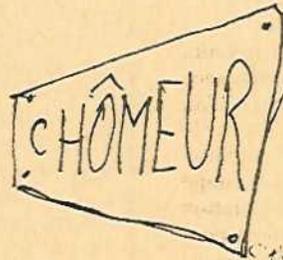
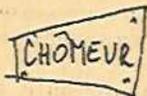
## CONGRES DE L'ANEQ

# Le droit pour tous à l'éducation

(PEN) - Dans le but d'assurer une continuité dans les luttes présentement en cours, et de les situer à l'intérieur d'une conception générale de l'éducation, le Conseil Régional de Québec a proposé lors du VIIIe congrès National de l'Aneq les 29 et 30 octobre dernier un plan d'action conformément adopté par les différentes institutions présentes.

Cette proposition visait à dénoncer les inégalités auxquelles les étudiants doivent se heurter soit: la sélection financière, la reproduction des classes sociales, la sélection-élimination idéologique qui se fait par les manuels scolaires, le programme des cours, etc. Les congressistes exigent par ailleurs l'accessibilité aux études pour tous. De plus le Conseil régional de Québec dénonce la spécialisation à outrance, la rentabilisation de l'éducation, les coupures de budgets, la surpopulation, la détérioration des services aux étudiants.

[Suite à la page 11]



AVENIR LOINTAIN, PROCHE, IMMÉDIAT....

[Suite de la page 10]

Les étudiants de la région de Québec demandent une éducation de qualité, un respect effectif du front professeurs-étudiants, des normes acceptables aux niveaux de la superficie des locaux d'enseignement et autres; ils exigent le contrôle des services aux étudiants par les associations étudiantes et la prise en main par l'étudiant de son apprentissage.

#### AU VIIIe CONGRES

## Reconnaissance syndicale, financement et cafétéria

TROIS-RIVIERES (PEN) - Lors du VIIIe congrès de l'Aneq, plusieurs associations étudiantes ont été invitées à venir parler du conflit qui sévit présentement dans leur institution. Les représentants de l'Association Etudiante de l'Université du Québec à Montréal en ont profité pour informer les congressistes de la lutte qui se mène actuellement à l'UQAM.

Cette lutte se fait à 2 niveaux. Comme dans plusieurs CEGEPS et Universités, l'AGEUQAM se bat présentement contre la hausse des prix à leur cafétéria qui s'élève entre 15% et 20%. Ils ont entrepris la semaine dernière (le 24 octobre) et ce pendant quatre (4) jours consécutifs, un boycottage systématique de la cafétéria; l'administration, aux dires d'Yves Demers de l'Association Etudiante, n'a pas été longue à répliquer en faisant venir ses «bouncers».

Parallèlement, l'AGEUQAM est aux prises à un problème de reconnaissance syndicale et de financement. L'an dernier, l'association fonctionnait sur le budget des Services aux Etudiants; cette année l'administration a coupé tous les fonds et oblige l'association étudiante à participer à des instances de participation et de concertation, si elle veut recouvrer ses fonds. Ce qui entraîne, aux dires d'Yves Demers, une

Le C.R. de Québec appuie donc par ces revendications les six points préalablement adoptés au Conseil Central: l'abolition des frais de scolarité, la reconnaissance du statut d'indépendant pour tous les étudiants du niveau post-secondaire, le statut de non-résident reconnu dès le départ de la maison familiale, l'élimination de l'endettement par le régime actuel de prêts et bourses, un régime de prêts et bourses indexé au coût de la vie, la gratuité des notes de cours, et des outils de base nécessaires.

Pour mener à bien la lutte qui sera entreprise, le VIIIe congrès adopta majoritairement différents moyens d'action soit: le déclenchement si nécessaire jusqu'à 4 jours de débrayage, une consultation locale qui serait ramenée à un niveau national, la circulation d'une pétition...

L'Aneq exige donc, un maximum de mesures concrètes pour le droit à l'éducation et un ralliement de tous les étudiants du Québec à une même lutte.

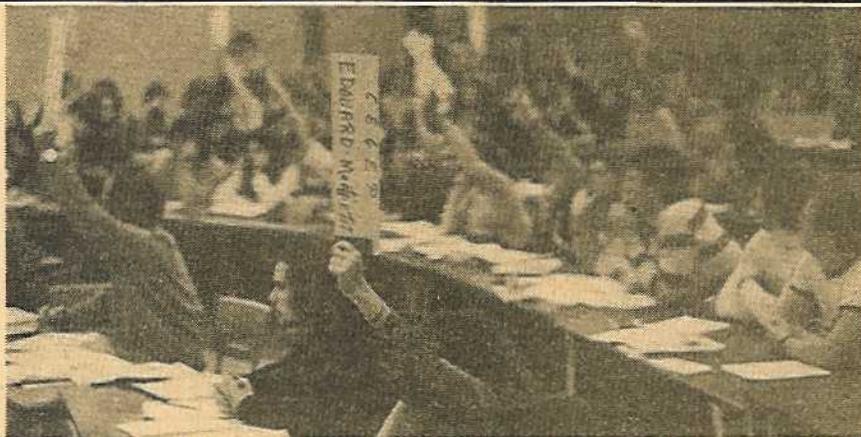


Photo Ginette Boucher

dépendance de l'AGEUQAM vis-à-vis l'administration. C'est pourquoi, l'association se bat actuellement pour que l'Université donne \$3,50 à l'AGEUQAM et \$2,50 à chacun de ses modules.

Dans le but d'amener des positions claires aux VIIIe Congrès de l'ANEQ, il a été résolu en congrès d'orientation de l'association étudiante de l'UQAM que «le problème de la reconnaissance et du financement de l'AGEUQAM va tenir compte du contexte économique dans

lequel il se situe, c'est-à-dire dans le cadre des attaques de l'état contre les organisations de défense des étudiants, dans le but de rejeter le fardeau de la crise sur le dos de la classe ouvrière, des masses populaires et de la majorité des étudiants...» l'AGEUQAM a donc proposé dans un second ordre d'idées que l'ANEQ lance une campagne de sensibilisation et de mobilisation sur la question de l'UQAM, qu'elle mette en branle une campagne de reconnaissance syndicale et qu'elle s'unisse avec le mouvement ouvrier.

Parce qu'une revue étudiante nationale c'est important pour le développement de l'éducation  
Je désire souscrire à la revue  
Le Québec ETUDIANT  
2336, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy, P.Q. G1V 1S3

Veuillez trouver ci-contre mon chèque au montant de: \$ .....

(Tous les chèques doivent être fait à l'ordre de l'Association nationale des étudiants du Québec; des reçus pour fin d'impôt sont disponibles sur demande).

Nom: .....

Adresse: .....

## «Formule Rand» et liberté syndicale pour les A.G.E.s.

TROIS-RIVIERES (PEN) - L'administration collégiale et universitaire sera tenu de percevoir chez l'étudiant la cotisation servant au fonctionnement de l'Association Etudiante, et de la lui verser sans autre condition. Advenant le refus de l'administration locale de percevoir la cotisation, l'Association pourra, via la tenue d'un référendum, obliger la direction à percevoir les cotisations selon la procédure mentionnée. Telle est une des revendications qu'entend défendre l'ANEQ, à la suite de son VIII<sup>ème</sup> Congrès National, face aux instances gouvernementales visant

### Première journée de mobilisation nationale

(BNIR) C'est le premier décembre dernier, pour protester contre l'attitude du ministre de l'éducation, Monsieur Jacques Yvan Morin, que l'Aneq conviait ses membres à une journée d'occupation administrative. Le ministre Morin, on le rappelle, en plus de rester muet face aux demandes étudiantes, osait même, à l'occasion d'assemblées publiques, insulter ouvertement les étudiants. Les qualifiant de gauchistes, d'enfants gâtés et de chienlit. De plus, l'attitude du ministre semble favorable à la répression, puisqu'il a même cautionné publiquement l'action des policiers qui ont vidé le Collège Montmorency à l'aide de matraques, haches et barres à clous. Selon le ministre le gouvernement a l'intention de déraciner la chienlit où qu'elle soit.

Le nombre total d'institutions participantes à cette première mobilisation est de 14, dont deux, St-Hyacinthe et Joliette, ont essuyé des lock-outs de l'administration locale, pour la durée de la journée. C'est une bonne participation à première vue, selon l'exécutif national, et elle risque fort de s'améliorer dans l'avenir, avec l'intransigeance qu'affiche de plus en plus le ministre Morin.

à améliorer le fonctionnement de ses associations.

De plus, on exige l'institution de la liberté syndicale pour les officiers des associations locales en vue d'améliorer la qualité du travail effectué. Concrètement, on réclame la suspension des cours des officiers pour la durée de leur mandat, ces derniers se voyant assurer de retrouver la place qu'ils occupaient préalablement à leur élection.

Des représentations devront avoir lieu prochainement auprès du Ministère de l'Éducation du Québec en vue d'obtenir l'application de ces mesures pour janvier 1978, du moins l'espère-t-on à l'ANEQ.

### Appui à la gratuité scolaire cégep André-Grasset

Montréal (PEN) - Les étudiants du Cégep privé André-Grasset ont adopté, lors d'une assemblée générale tenue le 18 octobre dernier, un appui sur le principe de la gratuité scolaire et ont remis ultimement par la voie de référendum la possibilité d'appuyer cette revendication par des moyens de pression.

C'est en effet pendant une assemblée générale d'une durée de 4 heures avec 33% de participants, que près de 70% des étudiants présents se sont prononcés en faveur du principe de la gratuité scolaire et ont décidé qu'il en revenait à l'ANEQ et au gouvernement de s'occuper des moyens à prendre pour rendre accessible à tous les études gratuites.

De plus, il fut proposé de tenir quatre (4) jours de grève et ce si nécessaire entre le VIII<sup>ème</sup> et le IX<sup>ème</sup> congrès de l'ANEQ, préalablement convoqués par l'Association Nationale. Cette proposition visait de plus à sensibiliser la population québécoise sur les revendications étudiantes. Mais vu l'importance et la longueur de l'assemblée il fut décidé de voter sur cette proposition par la voie de référendum.

La période de votation s'est tenue, comme prévue, le 28 octobre dernier et le résultat fut négatif!

Les étudiants d'André Grasset ont somme toute appuyé le principe de la gratuité scolaire sans pour autant prévoir de moyens de pression visant son application.

## La CEQ donne son appui aux étudiants

(BNIR) - C'est à l'unanimité que les délégués au conseil général de la Centrale de l'enseignement du Québec ont appuyé une résolution d'appui aux étudiants dans leur lutte pour la gratuité scolaire, l'aide financière et le droit à l'éducation. Le conseil général, qui groupait plus de 200 délégués, a en outre dénoncé vigoureusement l'attitude du ministre Jacques Yvan Morin alors que ce dernier laisse toujours sans réponse le mémoire déposé au début octobre par l'Aneq. Le soir même, au téléjournal, le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, faisait part à toute la population de cette position de solidarité avec les étudiants. Du côté de l'exécutif de l'Aneq, on a semblé très heureux de cette prise de position et on recherchera, dans un avenir rapproché, à obtenir une prise de position des autres grandes centrales du Québec.

### Cafétéria parallèle à B. de B.

Montréal (PEN) - Les étudiants de Bois-de-Boulogne ont adopté récemment, lors d'une assemblée générale, la création d'un comité de surveillance Profs-Étudiants dans le but d'améliorer les services donnés par leurs cafétérias.

Les principales revendications mises de l'avant par les étudiants sont; qualité des aliments, vérification des quantités, maintien des prix, augmentation du pourcentage de légumes frais, présence de distributrices réfrigérées, conformité des menus distribués, consultation des étudiants et des infirmières et leur approbation en ce qui concerne la qualité maintenue de la nourriture et finalement le remplacement des ustensiles en plastique par des ustensiles en métal.

De plus, il fut adopté de réaménager les deux (2) cafétérias en les fusionnant. Le délai accordé par les étudiants serait d'un an.

Les moyens d'action prévus sont le boycottage illimité des cafétérias à partir du 3 octobre et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale. Parallèlement une cafétéria temporaire sera instaurée et gérée par les étudiants.

## L'Aneq dénonce l'intervention policière contre les gai(e)

Montréal (BNIR) - L'association nationale des étudiants du Québec par une résolution du conseil central témoigne de son indignation face à la répression policière dont ont été victimes des homosexuels de Montréal.

## Congrès de la PEN

Montréal (BNIR) - Une quinzaine de journaux étudiants sont maintenant membres de la Presse Etudiante Nationale. Au cinquième congrès qui se tenait à l'université McGill le 26 novembre «le Québec ETUDIANT» est officiellement devenue membre de la PEN. Après quelques années de flottement il s'agit d'un nouveau départ pour l'agence de presse. Les services de l'agence sont accessibles à tous les journaux étudiants du Québec sous la forme d'un bulletin bimensuel de nouvelles.



## Congrès de la FTQ

Montréal (BNIR) - Un membre de l'Exécutif de l'Aneq, Daniel Pauquet, s'est rendu au congrès de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) qui se déroulait du 28 novembre au 2 décembre à Montréal. Ce congrès, à un an de l'élection du Parti Québécois, a débattu des thèmes importants tels que le projet de loi 45, les prochaines élections fédérales, les fermetures d'usines et les congédiements, ainsi que la montée alarmante du chômage.

## Les étudiants du Guatemala dénoncent la dictature militaire

Mexico (Noticias de Guatemala) - L'Association des étudiants universitaires a récemment publié une liste de guatémaltèques capturés lors du mois d'août dernier; par ailleurs 35 cadavres ont été découverts portant de nombreuses marques de violence.

Selon l'AEU, le gouvernement de Laugerud, s'il désire s'affranchir de la responsabilité de ces crimes, doit dès aujourd'hui abolir les factions paramilitaires, cesser tout raid policier et les réclusions forcées dans les camps. Ils exigent de plus que le gouvernement mette un terme à la course à l'armement qui aggrave la situation économique du pays, respecte les droits de l'homme et prenne les mesures nécessaires pour arrêter les arrestations illégales, les tortures et les assassinats. Par ailleurs, le gouvernement se doit respecter les libertés syndicales et politiques des travailleurs et remplir les promesses déjà faites aux étudiants universitaires concernant le développement de l'éducation et satisfaire leurs demandes.

## A l'institut maritime du Québec

Rimouski (BNIR) - Le 28 septembre, les étudiants de l'Institut maritime du Québec à Rimouski se redonnait une association générale. Cette école, unique en son genre au Québec, accueille environ 160 étudiants dont 6 filles; elle prépare aux formations de pilote de navires, de capitaines, d'ingénieurs sur les transbordeurs maritimes.

On retrouve toutefois ce type d'institution en Colombie-Britannique, en Ontario et à Terre-Neuve. Au Québec, c'est le ministère des transports qui décerne le diplôme après un stage en mer de 20 mois, précédé d'un apprentissage de 3 ans (6 sessions) à Rimouski.

Cette année, les étudiants ont largement senti le besoin de recréer une association: la participation étant très nombreuse et l'attention de rigueur. La constitution de l'association prévoit également certaines dispositions pour le cas des étudiants africains (environ 25). Deux représentants de l'Aneq étaient présent lors de cette assemblée et tout laisse prévoir une certaine coopération entre la centrale et l'association de l'IMQ.

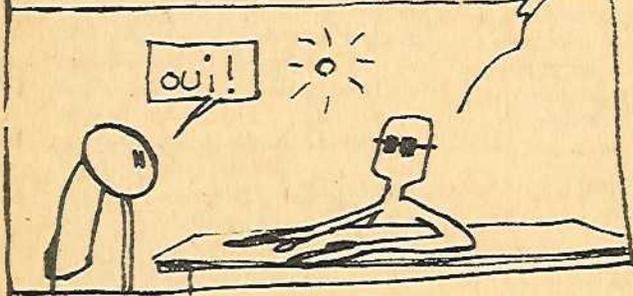
## La fille d'Allende est morte

La Havane (Prensa Latina) - Beatriz Allende, fille de Salvador Allende est morte le 13 septembre dernier. La fille du président du Chili avant le coup d'état de 1973, vivait depuis lors en exil à Cuba. Depuis cette date tragique, elle avait participé à de nombreuses manifestations de solidarité avec le peuple chilien à travers le monde.

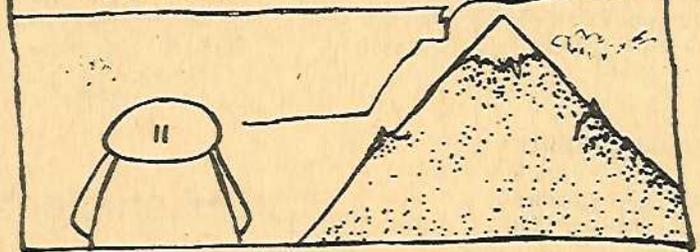
Le 13 septembre dernier, elle se suicidait; son suicide est imputable au fascisme ont déclaré les organisations membres de l'Unité Populaire.

Les Joies de L'ALPINISME! (Matériel Fournit...)  
ON CHERCHE des Volontaires.

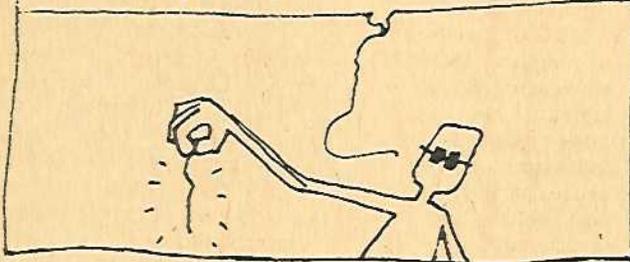
Alors MON GARS, on veut  
ESCALADER ?



on m'a dit que vous  
FOURNISSEZ LE MATÉRIEL.



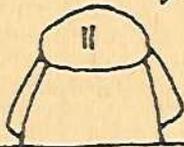
oui et c'est GRATUIT,  
tenez... voici votre  
CORDAGE!



Mon CORDAGE ? ô...

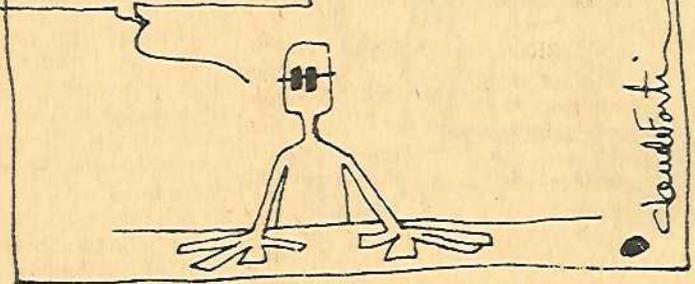


et c'est  
tout ??



IL Y A LA MONTAGNE...  
Vous devez être SATISFAIT !

BONNE CHANCE!



Le statut d'indépendant:

## Une question de justice et de franchise

Par François Couture

A travers les assemblées générales d'étudiants, on entend souvent des questions à propos de la revendication sur le statut d'indépendant. En effet, plusieurs ont soulevé l'argument selon lequel une certaine contribution des parents serait souhaitable pour les étudiants des milieux les plus privilégiés.

Il est important de bien comprendre de quoi il s'agit lorsqu'on veut défendre cette revendication. Cette demande consiste en fait à placer tous les étudiants dans une situation semblable et ainsi reconnaître le fait même d'étudier comme une fonction sociale véritable. Définir l'étudiant par sa famille, c'est refuser de reconnaître un statut d'étudiant comme citoyen à part entière de notre société. Evidemment, plusieurs considèrent comme nécessaire un certain nivelage entre les plus privilégiés et les moins possédants. Mais on oublie qu'il existe d'autres moyens pour ce faire, tels que la politique fiscale et que c'est par là, et non sur le dos des étudiants, que le gouvernement devrait niveler si tel est son désir. Niveler par les prêts-Bourses équivaut à créer les injustices qu'on connaît et à passer en douce une politique de nivelage des particuliers sans même qu'ils puissent en prendre conscience.

Enfin, l'Aneq considère qu'avant même de considérer l'inégalité entre les individus, le gouvernement devrait se pencher sur l'injustice encore plus grande qui existe entre ces mêmes individus d'une part, et les grandes corporations d'autre part. Depuis 1960, la part de ces dernières n'a fait que diminuer dans le fardeau fiscal de la province alors que les travailleurs et travailleuses en portent de plus en plus le poids.

Donc, plutôt que de diviser les étudiants en de multiples catégories, exerçant une discrimination selon l'origine sociale, l'Aneq tente de faire des revendications dans l'intérêt de la majorité de ses membres. C'est pourquoi nous voulons être reconnus comme étudiants, et non pas comme les fils et les filles de l'un ou de l'autre. Si le gouvernement veut égaliser les revenus des familles, qu'il n'espère pas y parvenir par une politique discrète, boiteuse et injuste comme il le fait actuellement.

Ainsi, les intérêts des étudiants seront respectés et la population pourra se prononcer sur des politiques ouvertes et franches qu'elle pourra donc juger et choisir elle-même.

## Les étudiants de St-Jean sont poursuivis!

par François Couture

Les étudiants du Collège de St-Jean peuvent à juste titre s'enorgueillir de la victoire qu'ils viennent de remporter à propos des prix du repas dans leur cafétéria locale. En effet, alors qu'il en coûtait \$2.30 pour un repas complet il y a à peine trois semaines, le prix est maintenant tombé à \$1.50. La recette de ce repas miracle, simple et économique? On l'appelle solidarité étudiante. En effet, les étudiants du Collège, réunis en assemblée générale, ont décidé d'entreprendre une occupation de la cafétéria 24 heures par jour. Cette opération, qui s'est soldée par un succès relatif (les étudiants visaient \$1.25) leur a quand même valu une rancune assez hargneuse du conces-

sionnaire Laniel Cantines, rancune qui a pris la forme d'une poursuite de plus de \$5,000 contre 7 individus de l'Association Générale des Etudiants. Cependant, les étudiants n'abandonnent pas la partie et ont l'intention de lutter jusqu'au bout. C'est pourquoi ils se sont rendus en masse au procès, le 1er décembre dernier, pour contester l'injonction. Le procès a été reporté de dix jours... On souhaite donc le meilleur des succès aux étudiants de St-Jean et déjà, on peut les remercier d'avoir créé ce qu'il serait convenu d'appeler un point de mire qui servira d'exemple et d'encouragement aux autres étudiants qui, à travers le Québec, vivent la même situation et espèrent s'en sortir.

## Deux victoires pour les étudiants sherbrookoïsis

SHERBROOKE (PEN) - L'Association Générale des Etudiants du Cégep de Sherbrooke a crié «Victoire» à deux reprises depuis le début de la session, ayant obtenu, auprès des instances habilitées, satisfaction à leurs revendications.

C'est ainsi que les cégepiens sherbrookoïsis ont maintenant à leur disposition une COOP, gérée par leur Associa-

tion, offrant plusieurs services dont un magasin, dûment reconnu par l'administration collégiale. Toutefois, ce gain ne s'est obtenu qu'après plus de 6 mois de frictions entre l'Association Etudiante et l'administration.

De la même façon, les étudiants ont réussi à faire reculer les professeurs du Département de Français. En effet, dès avril dernier, le département de fran-

çais, rencontrait la direction du CEGEP et annonça son intention de pénaliser l'étudiant pour les erreurs de français en lui retirant des points jusqu'à concurrence de 40% de la note finale. A cela, la direction des Services Pédagogiques, répliquait par la décréation d'une politique établissant à près

[Suite à la page 16]

# «Les femmes et la politique»

Par Roxane Tourangeau

Les femmes ne s'intéressent pas à la politique. On s'en étonne. On devrait plutôt se demander pourquoi. Tout ce que la société nous demande, tout ce qu'on nous a appris, l'image que nous avons de nous même et du monde nous en éloigne. La politique jusqu'à présent ne fait pas partie du devenir des femmes. Les faits sont là, les femmes font partie de mille associations mais plus comme sociétaire et secrétaire qu'en qualité de leader et de présidente. Mais pourquoi donc cette non participation? ce n'est que le reflet d'une mentalité acquise avec l'éducation. Elle se définit à travers la famille, l'école les syndicats, et dans cette évolution non seulement les femmes ne reçoivent aucun encouragement mais elles se sentent exclues, comme exemple l'école, l'appareil idéologique le plus puissant, celui qui détermine le plus profondément les comportements de ceux et celles qui la fréquente c'est à dire tout le monde. La société admet et encourage un grand clivage. Le masculin est construit à se

reconnaître dans le premier et le féminin dans le second. Les femmes ressentent la politique comme appartenant au masculin. Le seul pouvoir que l'on reconnaît aux femmes est un pouvoir creux. Il est important qu'elles sachent que leur immobilisme cautionne leur exploitation. Il faut aussi que les femmes se rendent compte de l'énorme pouvoir de pression qu'elles peuvent assumer. Non plus une attitude passive mais des interventions actives. Il est intéressant de constater qu'un nombre important de femmes entrant dans la politique emmèneraient un changement de priorités. Les femmes sont autres. Cette différence doit s'exprimer politiquement apparaître. Aussi les femmes doivent elles y travailler. Il s'agit tout d'abord de détruire les images culturelles de la femme. Une prise de conscience par les femmes est une condition nécessaire pour leur épanouissement mais ce n'est évidemment pas suffisant.

Les discriminations sexuelles doivent être combattues en tant que telles

sans oublier qu'elles masquent d'autres inégalités.

Une prise en charge par les femmes de leurs propres problèmes peut amener des femmes conscientes à prendre partie, à lutter avec des femmes et avec des hommes pour une société différente.



[Suite de la page 15]

de 20% le pourcentage pouvant être enlevé à l'étudiant fautif. Par ailleurs, cette politique s'était élaborée sans consulter les professeurs, ce qui s'avère être un manquement à la convention collective, mettant en colère la partie professorale.

Qu'à cela ne tienne, dès la première semaine d'octobre, 800 étudiants réunis en assemblée générale sur une possibilité de 4.500, donnèrent leur appui à l'administration du Cégep, défiant ainsi ouvertement les professeurs. Dès le

lendemain, ces derniers faisaient marche arrière, et acceptaient la directive administrative.

Pour ce qu'est de «l'affaire de la COOP», le conflit débuta en juillet dernier. L'AGE venait d'acquiescer la COOP étudiante. Cette dernière, alors qu'elle était indépendante avait établi des ententes avec l'administration collégiale concernant les locaux devant être alloués au magasin de la COOP ainsi qu'à son service d'imprimerie. Voilà qu'à la suite de la fusion COOP-AGE l'administration conteste la validité de cet acte et réclame ses locaux servant au magasin, sous pré-

texte que les notes de cours qui y étaient vendues pouvaient l'être à moindre prix si la responsabilité en incombait à une librairie privée. «Elle vendait aussi cher!» de nous confier Claude Allaire de l'Association.

A la suite de quoi, l'AGE a résolu d'ouvrir un magasin clandestin qui a fonctionné plusieurs semaines pour finalement obtenir la reconnaissance de l'administration, le 6 octobre dernier.

C'est ainsi que les étudiants du Cégep de Sherbrooke obtinrent gain de cause à deux reprises en l'espace d'une seule semaine... après plus de 6 mois...

# Les organisations internationales du tourisme jeunesse

Par Marie-Lyne Ethier

S'il est vrai que des milliers de jeunes voyageurs parcourent les routes du monde sans s'embarquer pour autant dans des «voyages organisés», il existe par ailleurs des organisations internationales du tourisme jeunesse qui se préoccupent de faciliter leurs déplacements.

Pour en nommer quelques unes, ce sont: l'ISTC (International Student Travel Conference), FIYTO (federation of International Youth Organisation), BITEJ (International Bureau of Youth Tourism and Exchange), ECYSTE (European Conference on Youth and Students Tourism and Exchange), etc..

J'aimerais attirer votre attention sur l'une d'entre elles: FIYTO...

## Fédération Internationale des Organisations de Tourisme Jeunesse

FIYTO a été en 1950, selon la loi française du 1er juillet 1901. C'est la Fédération Internationale des Organisations de Tourisme Jeunesse (FIYTO).

Suite aux déchirements de la deuxième guerre mondiale, cette organisation visait à rétablir une compréhension mutuelle et à susciter un rapprochement chez les jeunes.

Ses objectifs se définissent ainsi: «promouvoir les voyages à buts éducatifs, culturels et sociaux de la jeunesse. Assurer la compréhension et la coopération entre tous les membres (...) Prendre toutes les mesures possibles pour aider au développement des organisations de voyage pour la jeunesse dans les pays où leur développement a été retardé (...)»

A chaque année, FIYTO réunit tous ses membres lors d'un congrès international. Il a eu lieu à Cavtat, en Yougoslavie, du 2 au 8 octobre passé. Quarante deux pays y étaient représentés avec plus de 200 organismes différents, rassemblant plus de 400 personnes. Tourbec et l'Association Canadienne des Auberges de Jeunesse, ainsi que la Fédération de l'Ajisme y étaient présents.

Le congrès de FIYTO regroupe toutes sortes d'organisations de voyage spécialisées dans le tourisme jeunesse, qu'elles soient ou non à but non lucratif.

C'est un grand forum dans le cadre duquel les participants échangent sur leurs programmes destinés aux jeunes, sans faire de distinction entre étudiants ou jeunes travailleurs. On a tendance à rendre accessibles aux jeunes travailleurs les privilèges accordés jusqu'à maintenant aux étudiants en matière de voyage.

C'est pourquoi FIYTO a mis sur pied une carte appelées le «Youth International Educational Exchange Card»

(YIEE Card) ou la carte d'Echanges Culturels Internationaux des Jeunes, qui offre à ses détenteurs âgés de 26 ans et moins, des facilités d'hôtels, de restaurants, de transports et de programmes d'échanges offerts par les membres de FIYTO. Cette carte n'est pas encore bien implantée partout, encore moins en Amérique; mais il ressort du dernier congrès que ses membres déploieront tous leurs efforts pour l'implanter et la diffuser sur une plus grande échelle.

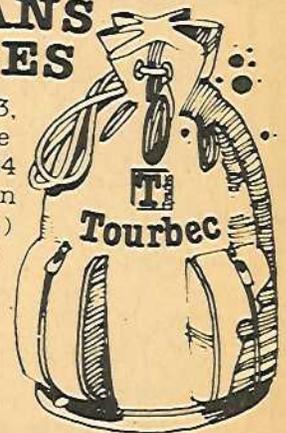
D'autre part, FIYTO publie des parutions comme le «FIYTO Flash», le «Who is Who in FIYTO» qui donnent régulièrement de l'information sur les principaux événements dans le tourisme jeunesse, ainsi que sur les activités de ses membres.

De plus un catalogue FIYTO diffuse l'ensemble des programmes de voyage offerts par les membres de FIYTO.

- Federation of International Youth Travel Organizations (FIYTO)  
81 Islands Brygge  
DK-2300 Copenhagen  
Danemark

**ON A PLUS D'UN TOUR DANS  
NOTRE SAC DE VOYAGES**

MONTREAL 347, rue St-Paul est, H2Y 1H3,  
tel: (514) 866-2872 • QUEBEC: 29, rue  
d'Auteuil, G1R 4B9, tel: (418) 694-0424  
SHERBROOKE: 74, rue Wellington  
nord, J1H 5B8, tel: (819)  
563-3355



*Le mouvement étudiant et la question nationale*

# *Il y a deux unions nationales au Canada*

*par Daniel Pauquet*

Le 2 novembre dernier, le National Union of Students (Canada anglais) commémorait le 50<sup>ième</sup> anniversaire du syndicalisme étudiant au Canada.

Ces cinquante années ont imprimées de multiples développements dans le mouvement étudiant au Canada; toutefois, l'aspect le plus particulier de ces développements s'illustre dans l'incapacité du mouvement étudiant jusqu'à récemment de résoudre la question nationale dans ses rangs.

Car, il y a cinquante ans, il n'y avait qu'une organisation étudiante au Canada, la National Federation of Canadian Union of Students (NFCUS). Cette organisation quant à la question nationale était en tout point similaire au fédéralisme actuel, il n'y avait donc guère place pour une reconnaissance du Québec.

Dans la foulée de la révolution tranquille au Québec, les étudiants à l'époque ont donc convenu de retirer leur participation de la NFCUS et

fondèrent l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) en 1964. Première organisation autonome des étudiants québécois, l'UGEQ devait se caractériser par son choix pour la séparation du Québec jusqu'à sa chute en 1969, provoquée incidemment par la direction irresponsable de l'union, dont Claude Charron (actuel ministre responsable du Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports), qui croyaient devant les limites du syndicalisme étudiant que la seule action politique pourrait entraîner les changements attendus dans le domaine de l'éducation. L'expérience prouva le contraire.

Au Canada anglais, la dissolution du Canadian Union of Students suivit peu de temps après.

### **La réorganisation du mouvement étudiant**

En 1972, ce fut au Canada anglais que fut recrée en premier lieu l'organi-

sation étudiante et c'est l'actuelle National Union of Students (NUS).  
Cup News Service



Trois ans plus tard, c'est l'Association nationale des étudiants du Québec qui était officiellement fondée à l'Université Laval à Québec. On se rappellera que c'est avant tout le long conflit des prêts et bourses de 1974-75 qui a suscité une telle réflexion chez les leaders étudiants d'alors. On n'avait

pas encore défini ce qu'est une nation, mais on savait déjà en 1975 que l'union étudiante au Québec était particulière, qu'elle ne serait jamais une organisation provinciale comme celles existant en Colombie-Britannique, en Ontario ou dans les provinces maritimes et qu'elle ne serait pas davantage la résurrection de l'UGEQ.

#### Les premiers échanges entre la NUS et l'ANEQ

Dès l'été 1975, le Conseil Central de l'Aneq entreprit des démarches avec la NUS et les fédérations provinciales du Canada anglais pour étudier les avenues possibles de coopération; ces démarches ne devaient pas aboutir malgré des reprises sporadiques de dialogue entre les deux organisations. On se limita à l'échange d'information.

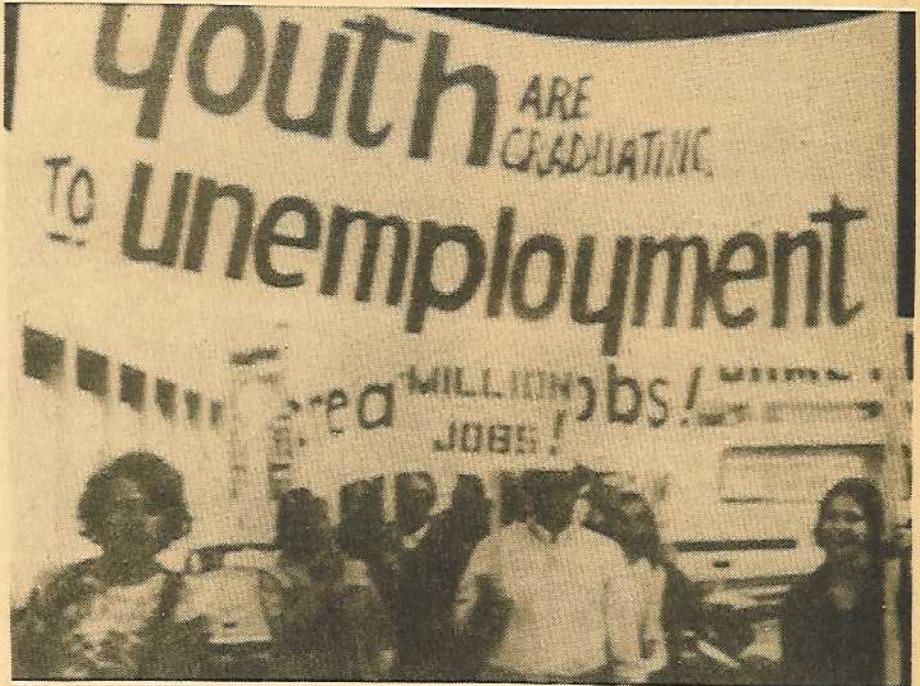
Avec le temps les contacts devinrent même distants; à titre d'exemple, une délégation de la NUS vint au mois de mai dernier à Québec dans le but de proposer un comité conjoint qui étudierait les formes possibles de rapprochement entre les deux organisations, mais la direction de l'Aneq durant cette période se prononça contre la proposition et le dossier demeura clos.

Toutefois, en juillet dernier après le 7ème congrès de l'Aneq, sa nouvelle direction reconsidéra le dossier et il fut convenu que l'on étudierait les formes possibles de relation avec la NUS.

C'est ainsi que le 21 octobre dernier un membre du Conseil Exécutif de l'Aneq se rendit à Calgary où se tenait la 10ème conférence bi-annuelle de la NUS. Lors de la plénière d'ouverture de ce congrès, Daniel Pauquet parlant au nom de l'Aneq élabora devant les délégués étudiants du Canada anglais la façon possible d'en arriver à une base de départ acceptable aux deux organisations pour éventuellement permettre le rapprochement entre celles-ci.

Comme il le fut souligné le programme respectif de chacune des deux organisations est similaire, avec en priorité la lutte pour le droit au travail et l'accessibilité financière au niveau post-secondaire.

La condition première posée par



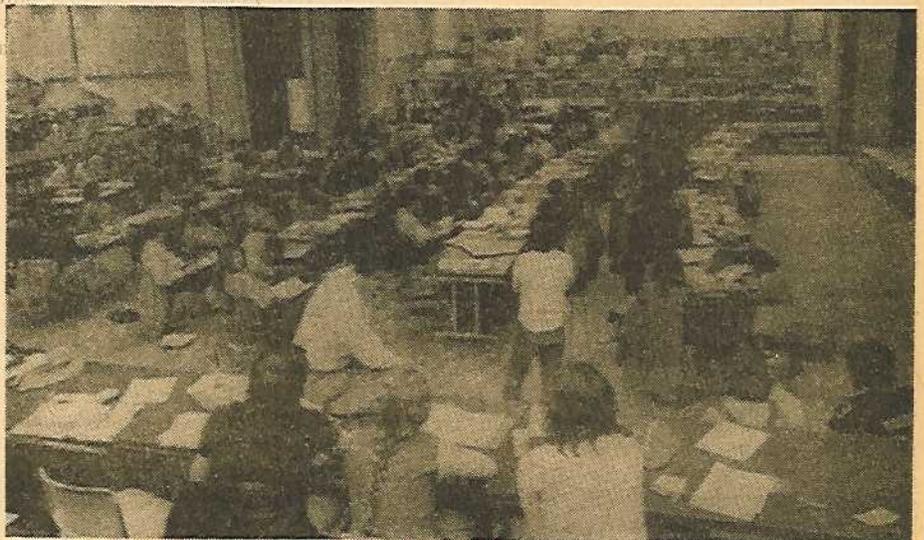
Manifestation à Hamilton

l'Aneq avant que soient considérées les formes de coopération existantes se résume dans la question nationale.

C'est pourquoi, l'Aneq invita les délégués à se prononcer sur la reconnaissance de l'Aneq, non pas comme une organisation provinciale mais bien comme une organisation nationale du Québec. Dans un deuxième temps, l'Aneq incita les délégués à se pencher sur le droit à l'auto-détermination du Québec, c'est-à-dire le droit pour les

québécois de se doter de la forme de gouvernement qu'ils désirent et même un gouvernement séparé si c'est le choix librement consenti par la population du Québec.

En insistant sur cette reconnaissance formelle, le délégué de l'Aneq a également mis l'emphase sur les caractéristiques définissant une nation afin de mieux cerner le Québec. A cette fin, le terme nation n'a pas été traduit par l'opposition entre la majorité versus la



Assemblée plénière [10ème conférence bi-annuelle de la NUS]

minorité, mais bien à partir des fondements marquants d'une nation.

### Qu'est-ce qu'une nation?

A cela la réponse fut présentée sous l'aspect d'une communauté historiquement stable, ayant en commun un territoire, une économie, une psychologie et une culture qui se manifeste entre autres par sa langue. Les canadiens-français au Québec forment donc une nation.

Quant à la NUS, elle a tenu durant son congrès un atelier sur cette question. En assemblée plénière, il fut adopté que son Comité Central initierait le débat sur cette question dans ses campus membres et non-membres, à partir des deux questions suivantes: soit la reconnaissance de l'Aneq comme l'organisation nationale des étudiants du Québec avec laquelle les relations de travail seraient établies sur un pied d'égalité avec la NUS, et deuxièmement la reconnaissance du caractère bi-national du Canada et le droit du Québec à l'auto-détermination. C'est en janvier prochain que le scrutin aura lieu sur ces questions et que la position de la NUS sera officiellement déterminée.

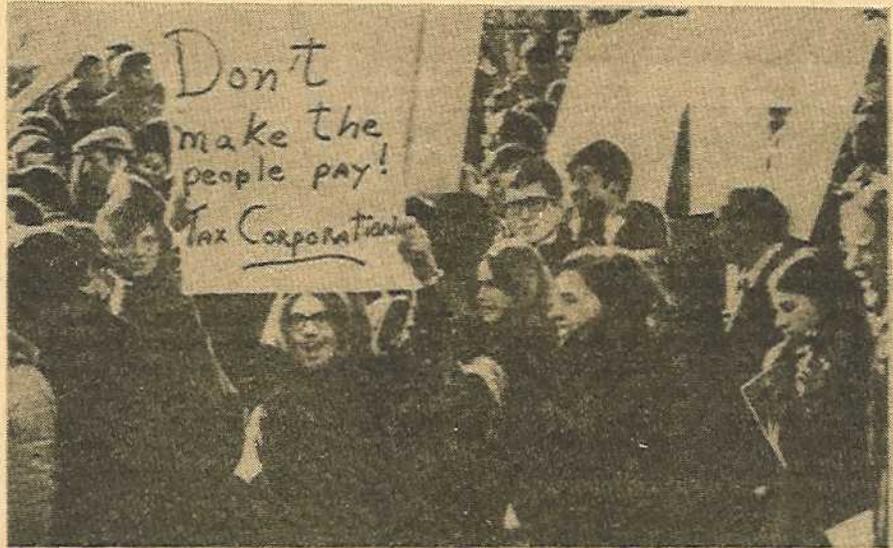
C'est d'ailleurs en ces termes que s'est exprimé le délégué de la NUS, John Doherty, au dernier congrès de l'Aneq à Trois-Rivières les 29 et 30 octobre dernier.

Il y a donc lieu de croire que dans un avenir très rapproché, les deux organisations après cette reconnaissance mutuelle décideront de travailler en coopération sur les aspects similaires de leur programme respectif, en particulier la lutte contre le chômage.

### La National Union of Students

Organisation nationale des étudiants du Canada anglais, la NUS représente donc aujourd'hui tout près de 350,000 étudiants de niveau post-secondaire. A cette union nationale, se greffent les fédérations provinciales de Colombie-Britannique, d'Alberta, d'Ontario et des Maritimes (Atlantic Federation of Students).

D'ailleurs le Comité Central de la NUS, la plus haute instance entre les



Des étudiants de Toronto protestant contre les coupes budgétaires dans l'éducation

congrès, compte un membre de chacune de ces fédérations mis à part le trésorier et le président qui est présentement **Ross Powell** de la Colombie-Britannique.



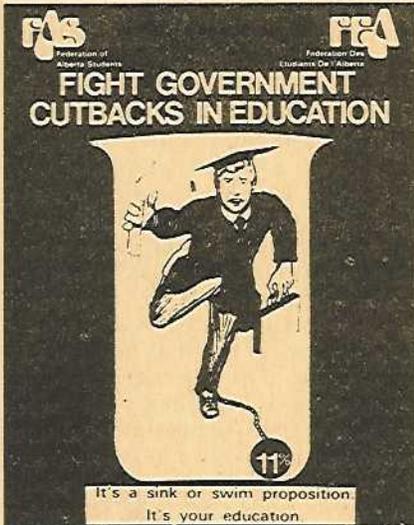
Ross Powell

Parmi les têtes de chapitre de son programme d'action, on retrouve les frais différentiels pour les étudiants étrangers dans les universités canadiennes, la condition féminine, l'accessibilité financière au niveau post-secondaire et la lutte pour la création

massive d'emplois. D'ailleurs, la dernière parution du **Student Advocate**, l'organe officiel, de la NUS, consacrée presque exclusivement à la couverture de leur dernier congrès aborde maintenant le thème de la gratuité scolaire.

A la différence de l'Aneq, la NUS ne s'est pas encore toutefois prononcée pour l'abolition des frais de scolarité. Il faut cependant souligner que les conditions économiques prévalant au Québec sont nettement plus désastreuses que la moyenne canadienne, et cela trouve son reflet même dans le réseau d'enseignement post-secondaire.

D'autre part, la NUS ne se reconnaît pas encore comme centrale syndicale étudiante; à cet effet, même l'observateur le moins averti constatera que le niveau des discussions n'est souvent pas le même qu'au Québec. De plus, il existe au Canada anglais des formations bien organisées prêchant ouvertement le statut quo en matières sociales et parfois pire. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de rencontrer par hasard un délégué étudiant qui entre deux sessions de congrès vous confie le plus banalement du monde qu'il est membre du Young Progressive Conservative (l'organisation de jeunesse du Parti progressiste conservateur). Et la surprise ne s'arrête pas là puisqu'il enchaînera en vous annonçant la présence de quelques autres au sein de diverses délégations.



Enfin, la National Union of Students est une organisation financièrement stable. Tout comme l'Aneq, il est prévu qu'elle a droit à \$1.00 per capita; à la différence de l'Aneq, elle le reçoit. Il n'est pas rare d'entendre, en discutant avec certains délégués, que leur association locale gère un budget de \$370,000.00 comme c'est le cas à la Student Administrative Council de l'Université de Toronto, et ce n'est pas un cas exclusif; c'est parfois davantage.

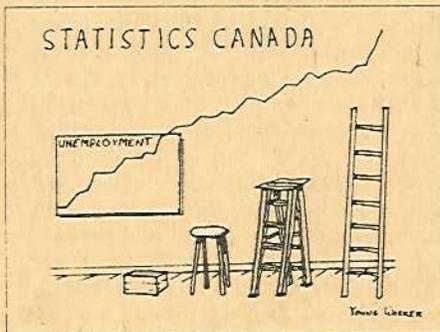
En tout dernier lieu, il appert cependant que les relations entre la NUS et les organisations syndicales comme le Congrès du Travail du Canada (CTC) ainsi qu'avec l'Union internationale des étudiants (UIE) n'ont pas encore atteint le même niveau qu'à l'Aneq avec cette dernière, qui adressait incidemment un message au congrès de Trois-Rivières, et les centrales syndicales du Québec comme la CEQ et la CSN.

### Pourquoi pas un front commun aneq-NUS?

Les possibilités de rapprochement entre les deux organisations sont aujourd'hui davantage présentes. Tout d'abord, les deux unions s'acheminent maintenant vers une reconnaissance réciproque; en tout premier lieu sur la question nationale. La réconciliation du mouvement étudiant au Canada aura pris plus de 10 ans, mais elle se fait maintenant sur des bases nouvelles, entre autres la reconnaissance de

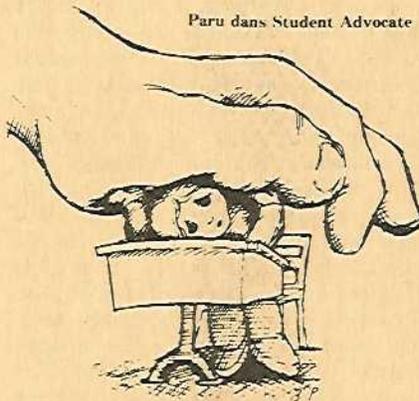
l'Aneq comme l'organisation nationale des étudiants du Québec.

Il y a lieu de croire que dans un avenir proche, on créera de part et d'autre les conditions pour une unité d'action sur des aspects prioritaires comme la création massive d'emploi, tant pour les finissants que durant la



période estivale. Par ailleurs, les deux unions inscrivent leurs actions dans le domaine de l'éducation dans le cadre de la lutte pour la réforme et la démocratisation de l'enseignement en passant par l'abolition des barrières financières.

Paru dans Student Advocate



### The Right to an Education

Les deux organisations ont acquis une certaine stabilité depuis leur fondation. L'Aneq a aujourd'hui traversé l'étape difficile des débats idéologiques stériles et il ne fait l'ombre d'un doute pour personne que maintenant les gauchistes sont isolés au sein de l'organisation. Le syndicat étudiant au Québec a démontré depuis quelques mois sa capacité de faire valoir de façon indépendante un programme à l'image des préoccupations étudiantes. Enfin, le dernier congrès de l'Aneq a démon-

tré la crédibilité qu'a désormais le mouvement étudiant auprès des autres centrales syndicales. En témoignent le message de Norbert Rodrigue pour la CSN et le discours d'Yvon Charbonneau pour la CEQ au 8ème congrès.

Dans l'éventualité où l'Aneq et la NUS conviendront de travailler ensemble, on écarte toutefois la fusion des deux organisations en une seule. La coopération à venir prendra davantage la forme des fronts communs comme ceux que l'on a connu dans le monde syndical au Québec, où les décisions seront adoptées sur un pied d'égalité. Cependant les deux unions demeureront parfaitement autonomes comme c'est le cas présentement.

Il est donc permis de croire aujourd'hui qu'à l'instar du mouvement ouvrier et syndical au Canada, qui s'est uni le 14 octobre 1976 tant au Québec



Ottawa, le 14 octobre 1976

qu'au Canada anglais dans une journée historique de protestation contre la loi C-73, les unions nationales du Canada anglais et du Québec pourront faire front commun sur des revendications communes pour obtenir satisfaction sur les demandes qui nous concernent tous. Ce n'est pas faux de conclure également que les étudiants du Canada anglais sont davantage sympathiques à nos revendications que peut l'être aujourd'hui le gouvernement du Parti Québécois après un an de pouvoir.

Le discours de la National Union of Students du Canada anglais au congrès de l'Association nationale des étudiants du Québec était sans équivoque à ce sujet lorsqu'ils exprimèrent leur solidarité à notre lutte pour la gratuité scolaire au Québec.

Par Hélène Giguère

«Plus d'idéaux parce qu'ils sont suspects, plus d'impératifs parce qu'ils briment la personnalité, plus de normes parce qu'elles sont relatives, plus de valeurs parce qu'elles sont bourgeoises.» Guy Brouillet, *Libre cours 9 p. 6* ...qui, bordel!, pourrait bien nous indiquer quelles exigences avoir dans l'état actuel des choses!» Jean-Guy Daoust, *Libre cours p. 20*.

C'est avec un langage différent que les étudiants nous parlent d'eux et de leurs inquiétudes mais lorsqu'ils viennent nous consulter au service de psychologie et d'orientation, ils nous font sentir le même dilemme d'avoir des choix à faire, des décisions à prendre et si peu d'appuis extérieurs et intérieurs. Autant ils sentent la nécessité pour leur survie et leur développement d'adopter un système de valeurs cohérent, une orientation professionnelle, une conception des rapports humains et un agir intégré à tout cela, autant ils se demandent sur quoi baser cet agir et cherchent autour d'eux quelqu'un qui pourrait représenter un idéal ou une promesse.

Nous entendons souvent dire des étudiants du cégep qu'ils sont très différents des étudiants d'avant-le-cégep et de nombreuses études tentent de dégager les différences en terme de réalité sociale et économique, de comportement, de pensée politique et de valeurs. Toutefois, lorsque nous traduisons le discours des étudiants qui viennent nous voir en besoins socio-émotifs, nous pouvons faire un portrait de l'étudiant assez semblable à celui d'autrefois et à chacun d'entre nous. C'est peut-être la difficulté et la manière de s'y prendre pour répondre à de tels besoins qui sont toutes autres, pour eux comme pour nous, et l'angoisse d'échouer qui s'est accentuée, la réalité extérieure étant moins indicatrice des «normes à suivre». Nous y reviendrons.

Parlons d'abord des attentes des étudiants vis-à-vis leurs professeurs telles que nous avons pu les identifier dans nos rencontres avec eux. En premier lieu, besoin de rencontrer des «modèles stimulants», des professeurs qui défendent des valeurs dans leurs dires comme dans leurs attitudes en classe, par leurs goûts du travail, de la

vie et de l'enseignement, leur insertion dans la réalité sociale et politique. Des professeurs, ou d'autres adultes, qui se battent pour ce en quoi ils croient. De telles personnes les aideraient à s'insérer eux aussi dans le monde, par identification.

Autant cette possibilité de s'identifier est importante pour eux, autant celle de s'opposer, d'engager des affrontements vis-à-vis les «autres», de mener des luttes, répond à un autre besoin aussi vital. Il faut pouvoir s'emballer avec le professeur, partager des idéaux avec lui et en même temps le critiquer et développer une pensée autonome sans que celui-ci refuse l'affrontement, sans non plus qu'il utilise son pouvoir, son statut ou son savoir pour écraser. Le développement psychologique de chacun passe par l'affirmation de soi et celle-ci par la rencontre de confrontation. Pour dépasser ce qu'on est, on doit s'identifier à mieux. Pour renforcer son autonomie, on doit gagner des combats.

Nous savons que les étudiants du cégep se demandent si la vie vaut la peine d'être vécue, et si la leur vaudra quelque chose. Sans que personne ne puisse jamais répondre avec certitude à ces deux questions, il faut au moins avoir envie d'essayer et s'accorder quelque valeur sinon il est impossible de se développer. Et pour cela, il faut admirer des gens et sentir qu'il n'est pas impossible qu'on devienne estimable comme eux tout en étant soi-même. Or la confiance en soi se bâtit par les réussites qu'on a à ses propres yeux mais aussi par celles que les autres nous accordent. Là encore les professeurs ont une très forte influence sur la vie émotive de leurs étudiants, puisqu'ils sont ceux que la société désigne comme juges de la valeur des étudiants. Nous ne pouvons ici élaborer longuement sur les divers problèmes que posent l'évaluation (quoi évaluer, comment et de quel droit, etc...). Disons simplement que les étudiants ont besoin que ceux qui vont les juger aient des exigences claires et souples à la fois afin de «savoir où s'en aller» tout en ayant la possibilité de prendre des initiatives. Besoins de sécurité et de liberté, qui se contredisent apparemment, mais qui vont de pair sur le plan psychologique: l'initiative et l'autonomie croissent avec la sécurité émotive.

Un dernier agent du développement qui nous semble particulièrement important pour tout étudiant est le

sentiment que son travail a du sens pour lui et pour la société dans laquelle il vit. Il ne s'agit pas seulement du besoin de se sentir «bon dans quelque chose» mais de constater que ce quelque chose a de la valeur pour soi et pour la société, ou du moins pour la partie de la société à laquelle on veut appartenir. Une illustration frappante d'une situation qui ne permet pas de répondre à de tels besoins est celle des policiers de l'aide à la jeunesse, lorsqu'ils sont obligés de travailler à l'escouade anti-émeute lors d'une manifestation. Le fait pour eux de bien faire ce travail et d'en recevoir l'estime de leur supérieur ne comble pas leur besoin d'estime d'eux-même - au contraire - parce qu'ils ont fait alors un travail opposé à leurs valeurs et au rôle de policier qu'ils cherchent à exercer, et qu'en plus ils reçoivent les critiques d'une quantité d'autres groupes sociaux. De même, les étudiants peuvent se retrouver dans la situation pénible de suivre des cours qui sont imposés par le régime pédagogique mais ne signifient rien pour eux, et même qui sont dévalorisés par leurs amis, leurs parents ou par d'autres professeurs.

En réalité, chaque personne doit répondre à ces besoins pour croître tout au long de sa vie. Mais la nécessité pour les étudiants du cégep de se bâtir une individualité dont il puisse être fier, un système de valeurs différent de celui de sa famille et un mode de vie cohérent avec ces valeurs renforcent ces différents besoins. Le milieu de vie qu'est le cégep d'autre part, par ce qu'il est et ce qu'il offre, colore à sa manière la démarche psychologique des étudiants, et la rend très différente de celle que nous avons tenté de faire lorsque nous avons le même âge. Il n'y a plus de modèle unique et de valeurs partagées par tout le monde. Les professeurs n'ont plus la même cohésion dans leurs valeurs, leur conception de l'éducation, leur attitude vis-à-vis la langue ou l'évaluation, etc... Ils ont perdu LA VERITE. Le confort qu'offrait autrefois cette vérité absolue n'est plus possible. La sécurité émotive de chacun doit se bâtir autrement, à partir d'un univers de conflits plus ouverts, de divergences plus marquées, de contestations plus explicites. Or nous ne sommes pas beaucoup plus compétents que les étudiants à ce sujet. Notre éducation nous ayant mal préparé à de tels milieux. C'est ce qu'il nous faut apprendre. Les étudiants aussi.

## Les conseillers en ISEP, une ressource importante du milieu

Par Normand Martineau

ISEP, il ne s'agit pas d'une nouvelle organisation terroriste, ni d'un nouveau club de hockey; il s'agit d'une abréviation simple et commode pour l'interminable: «Information scolaire et professionnelle».

Les services du conseiller en ISEP se résument essentiellement à établir les liens existants entre d'une part, les études, et d'autre part, le marché du travail.

Au moment où le marché du travail devient de plus en plus difficile, où le recyclage et l'éducation permanente sont devenus nécessaires, où également les programmes d'étude se multiplient sous des termes ésotériques et au moment même où l'on se pose des questions sur la qualité de l'enseignement, il est devenu important de pouvoir s'informer sur les possibilités d'étude afin de s'éviter des mauvaises surprises et ainsi économiser temps et énergie.

Le conseiller en ISEP est à la fois un «chercheur», un agent d'information, un communicateur et une personne-ressource pouvant assister l'étudiant dans sa démarche d'information. À l'aide du conseiller en orientation et parfois du psychologue, il peut vous aider à mieux connaître vos possibilités et vos limites et aussi vous aider à poser un choix réaliste qui tiennent compte, à la fois de vos inspirations et des contraintes du marché du travail.

Il est bon de souligner que les conseillers en ISEP sont présents dans les collèges essentiellement pour aider les étudiants en cheminement d'études. L'ISEP est une ressource importante du milieu: il faut y avoir recours.

### Les études universitaires

Les études universitaires sont réparties en trois cycles. Le premier cycle est sanctionné par le baccalauréat, le deuxième par la maîtrise et le troisième par un doctorat.

Le baccalauréat comporte 90 crédits et se répartit sur trois ans d'études (pour les candidats à temps plein); cependant, un candidat peut raccourcir sa période d'études par des sessions d'été.

L'année universitaire se divise en trois trimestres: soit automne, hiver et été. Seuls les trimestres d'automne et d'hiver acceptent des nouveaux candidats. Chacun des trimestres comprend un maximum de cinq cours et chacun des cours accorde trois crédits (règle générale, cependant certains peuvent accorder plus ou moins).

Le coût des études universitaires est en moyenne de \$50.00 par cours, sauf pour certaines facultés (pharmacie, médecine, etc.) Là où il faut acheter ou louer de l'équipement le coût peut augmenter.

### Le baccalauréat

Les programmes de premier cycle sont généralement d'une durée de trois ans et peuvent être soit: spécialisés, doubles-majeurs ou majeurs-mineurs ou généraux: soit trois mineurs. Les universités anglophones ont un baccalauréat qui se nomme «Honours».

### Le baccalauréat spécialisé

Le baccalauréat spécialisé s'adresse aux étudiants désireux de poursuivre des études avancées ou d'aller immédiatement sur le marché du travail. Les cours sont dans une très grande proportion dans une seule discipline (presque la totalité soit 26 cours sur 30) Exemple: baccalauréat spécialisé en chimie.

D'autres programmes, à caractère professionnel, sont aussi appelés bacc. spécialisé: exemple: baccalauréat spécialisé en Enfance Inadaptée.

### Le baccalauréat double majeure

Le baccalauréat double majeure a pour objectif de favoriser l'approfondissement de deux disciplines: exem-

ple: majeure chimie (42 crédits) et majeure biologie (42 crédits).

### Le baccalauréat Majeur et Mineur

Ce programme a pour objectif de favoriser les candidats qui désirent obtenir une formation poussée dans une discipline mais qui souhaite également toucher une autre discipline: exemple: majeure histoire (60 crédits) et mineure sciences politiques (30 crédits).

D'autre part, l'ensemble des universités offrent pour la formation des Maîtres des programmes constitués de majeure en histoire, étude françaises, chimie, etc. qui combinés avec une mineure en pédagogie permettent d'enseigner au niveau secondaire.

### Le baccalauréat général ou composé de trois mineurs

Le baccalauréat ne mène pas directement aux études avancées. Cependant il s'adresse tout particulièrement aux étudiants dont la carrière ne requiert par une formation spécialisée: exemple: journalisme. Un étudiant voulant poursuivre des études en journalisme prendra comme programme sciences politiques (30 crédits), communication (30 crédits) et économie (30 crédits). En fait, cela dépend de l'orientation que le candidat désire donner à son travail.

### La poursuite des études au niveau supérieur

La majorité des programmes de premier cycle donne accès aux études de deuxième cycle. Pour être admissible au programme de deuxième cycle, il faut posséder un baccalauréat ou l'équivalent en ayant gardé une moyenne supérieure dans l'ensemble de son baccalauréat.

Certains programmes ne sont offerts qu'au niveau du deuxième cycle, notamment: **urbanisme** et **bibliothéconomie**. Sont admissibles à ces deux programmes tous les candidats possédant un baccalauréat en sciences humaines ou l'équivalent.

# L'astronomie, çà t'intéresse?

par Raymond Blain

Dans une chronique précédente, nous avons parlé de l'observation astronomique; voici la suite du texte avec une liste de groupes ressources pour plus d'information.

## Comment débiter et par où débiter?

Les activités astronomiques commencent presque toujours par des «veillées aux étoiles» en groupe. On redécouvre les principales constellations, on identifie les planètes, on recherche certaines curiosités célestes, on observe aux jumelles, à la lunette ou au télescope.

On se réunit à l'occasion de phénomènes importants comme les éclipses de Lune ou de Soleil, les occultations d'étoiles brillantes par la Lune.

Il y a une foule d'activités qu'on peut réaliser en observant le ciel, soit à l'oeil nu ou avec une paire de jumelles. Par exemple, on peut observer et identifier les différentes constellations du Zodiaque. Avec un appareil photographique monté sur un trépied, il est intéressant de photographier une région du ciel avec une exposition de 10 minutes à F 2.8 avec un film couleur sensible. On découvrira alors que les étoiles ne sont pas toutes de la même couleur.

## Construction d'un télescope

On peut entreprendre la construction d'instruments d'observations, en général de petites lunettes simples, permettant d'observer les taches solaires, le relief lunaire, les satellites de Jupiter, les phases de Vénus, les anneaux de Saturne, certaines étoiles doubles, les occultations d'étoiles par la Lune.

La réalisation d'instruments simplifiés ou achromatiques peut être remplacée par l'achat d'instruments du commerce de 60, 80 ou 115 mm, si les moyens du club sont suffisants. Il devient alors possible d'observer les surfaces planétaires et un grand nombre d'autres objets célestes. Mais, c'est seulement après quelques temps d'une

progression constante que la taille d'un miroir et la construction d'un télescope de 200 mm peut être envisagée. Encore faut-il que les locaux se prêtent à ce travail.

Il est souhaitable que la taille du miroir et la construction de l'instrument soient menées en même temps. La réalisation d'une monture, azimutale ou équatoriale nécessitera quelques calculs et le talent d'un plombier amateur. Cette nouvelle étape peut conduire les utilisateurs à la prise de clichés dans divers domaines. Les programmes d'observation et de photographie deviennent ainsi très variés. Malheureusement, les «mini-clubs» ne peuvent, d'un seul coup, aller jusque là. Il faut prendre le temps de faire les choses.

## Réunions et séances

Le club, pour le maintien de l'intérêt de ses membres et le sérieux des observations, doit se réunir au moins une fois par semaine à jour et heure fixes, même si le temps est couvert. Une dérogation à cette régularité sera faite pour observer un phénomène astronomique particulier (éclipse, occultation) ou pour profiter d'une plus longue soirée d'observation. Les réunions à des heures tardives sont à déconseiller aux clubs scolaires.

Une ou deux fois par an, une séance publique pourrait être organisée avec causerie, projection de films et diapositives, séance où des amis seraient invités.

## Série télévisée

«A la belle étoile», tel est le titre d'une série de treize émissions sur l'astronomie. Cette série vise à intéresser le spectateur à l'astronomie en lui présentant les principales notions de cette science ainsi que les diverses activités auxquelles peut se livrer tout amateur intéressé.

A chaque émission des experts viendront parler de l'observation à

l'oeil nu ou au télescope, de la façon de repérer les divers objets célestes, des trucs pour faire de la photo astronomique ou pour se faire soi-même un télescope, etc... D'autre part, les principales connaissances nécessaires pour comprendre le système solaire, la gravitation universelle ou la nature de la lumière y seront présentées de façon claire par monsieur Jean Vallières, professeur au cégep de Ste-Thérèse. Enfin, des reportages réalisés au Planétarium, à l'université de Montréal, à l'Observation Cérés viendront compléter ces émissions.

Les treize émissions seront disponibles sous forme de cassettes vidéo 3/4 couleur pour tout groupe ou institution désireux de l'utiliser comme instrument d'initiation dans son milieu.

Pour accompagner et compléter ces émissions, la Fédération québécoise du loisir scientifique a publié un «guide d'initiation à l'astronomie». Ce document d'une soixantaine de pages, contenant de nombreux tableaux et graphiques, explicite les principales notions de l'astronomie et constitue un excellent instrument de vulgarisation. Il est en vente au prix de deux dollars.

## Ressources

Il existe plusieurs documents sur l'initiation à l'astronomie et plusieurs associations ou groupes d'observateurs qui publient régulièrement des journaux ou des revues sur le sujet.

Voici quatre titres de documents facilement accessibles et offerts par des fédérations ou associations de loisir scientifique:

- «Initiation à l'astronomie» par Jean Vallières, collection Neurones en loisir, Fédération québécoise du loisir scientifique, Montréal 1977, 86 pages, \$2.00
- «La construction d'un télescope d'amateur» de Roger Gagnon, collection Guides scientifiques, Conseil de la jeunesse scientifique, Montréal 1977, 60 pages, \$3.95.
- «La fabrication d'un miroir de télescope» de Roger Gagnon, collection Guides scientifiques, Conseil de la jeunesse scientifique, Montréal 1977, 67 pages, \$3.95.
- «Initiation à l'astrophotographie» de Roger Gagnon, collection Guides scientifiques, Conseil de la jeunesse scientifique, Montréal 1977, 70 pages, \$3.95

# «A l'achat d'une nouvelle, obtenez, en prime, une opinion toute faite»

Par Jocelyne RICHER

L'homme est du genre charmeur. La jeune quarantaine expérimentée, le sourire emprunté à Jimmy, le verbe onctueux et lisse, la voix mélodieuse. Son regard est vif et droit, sa cravate est sobre mais présente. C'est l'Homo Informationus (ce qui signifie pour les ignares qui ont boycotté leurs cours de latin: Homme-Information).

Un homme? Pas vraiment, un objet de consommation plutôt, un produit (comme tant d'autres) qui revient chaque semaine, à la même heure, au petit écran. Le plus beau c'est qu'il se vend bien, il plaît, presque autant que Mme Berger et Symphorien, Pourquoi? Parce qu'il est sécurisant, tranquilisant. Il renforce les normes et les croyances admises dans la société en nous faisant croire que ce qu'il nous présente est naturel, que c'est l'ordre normal des choses.

Il vous dit: «Achetez une nouvelle et obtenez gratuitement, en prime, une opinion toute faite! Pas besoin de se creuser la cervelle, c'est prêt à servir, comme les T.V. Diners!»

Constamment bombardé d'informations de toutes sortes, qui arrivent de partout, sous toutes les formes, le télé-spectateur-consommateur-moyen ne jouit pas du temps nécessaire pour se faire une juste opinion des événements qui surviennent chaque jour. Il délègue alors à une élite privilégiée (des «spécialistes») le soin de fabriquer de toutes pièces sa vision du monde et son opinion. Il choisit cette «élite de persuasion» en fonction de critères précis fondés sur l'image connue et rassurante de l'animateur. Mais, ce faisant, il croit choisir «le meilleur», exactement comme lorsqu'il se rend au dépanneur du coin à la recherche d'une caisse de bières. (On croit se permettre

un produit qui correspond à notre goût, mais, dans les faits, on privilégie un nom, une étiquette. Rares sont les buveurs de bière qui, une fois l'étiquette enlevée, peuvent à coup sûr faire la différence entre deux marques).

Notre Homo Informationus, en qui nous mettons toutes nos complaisances, nous le choisissons en fonction d'abord de ses qualités et ensuite selon notre capacité de s'identifier à lui. S'il doit être beau, robot, à go-go, susciter la confiance, faire valoir des qualités intellectuelles supérieures et être près de son public, il doit, parallèlement, incarner un modèle d'identification, les gens doivent se reconnaître en lui. Mais tout en demeurant semblable à son public, il doit le dépasser, devenir le héros de l'information, le Zorro de la communication, le redresseur de torts et le fidèle défenseur de la veuve et l'orphelin. La télévision présente un monde mythique et consommatoire et tout objet ou personnage qui y apparaît devient mythique et consommatoire. Le rôle premier de l'Homo Informationus n'est pas d'informer mais de donner un bon show; ne pas faire bailler d'ennui ces crétins de téléspectateurs!

«Faire de l'image, c'est faire du spectacle», déclare le directeur de l'information à Radio-Canada, Marc Thibeault. Mais faire du spectacle, c'est plonger tête baissée dans le culte du vedettariat et le piège de la facilité. Comme dirait Jacques Dumais, journaliste au Soleil, quoi que l'on présente «il faut y mettre du tigre», il faut que cela se vende bien, que cela ait du mordant!

Qu'elles soient privées ou publiques, la raison d'être des stations de télévision est de s'attirer le plus grand nombre d'auditeurs pour faire gonfler les cotes d'écoute. Dans tous les domaines, il faut avoir un «gros vendeur» et autant que possible dou-

bler son concurrent. Exactement comme les entreprises qui vendent des céréales, du savon ou quoi encore.

Pour le cinéaste Pierre Perreault, ce phénomène est désastreux au point de vue culturel. La télévision, selon lui, court-circuite la culture québécoise ne faisant aucune place aux créateurs, par son obsession de plaire au public et d'élever les cotes d'écoute.

N'ayant pas comme but d'élever le niveau intellectuel des gens, la télévision s'adresse à des consommateurs d'images. Ce qui est présenté à l'écran (actions-objets-personnages) s'évalue en fonction de sa valeur marchande. L'information sérieuse, objective, est un mythe, à partir du moment où elle est sélectionnée non pas en fonction de son importance intrinsèque mais bien en regard de l'impact qu'elle aura sur le public. La cote d'écoute, c'est le boomerang de l'information. La règle est simple: en toute chose être le premier et ainsi s'assurer l'appui des commanditaires. Qui dit mieux?

L'Homo Informationus, lui, est assis entre deux chaises; coincé entre ses patrons et son public. Quoi qu'il en soit c'est lui qui fait de vous quelqu'un de bien informé, quelqu'un «au courant» et c'est cela l'important... après tout vous avez bien besoin de lui!



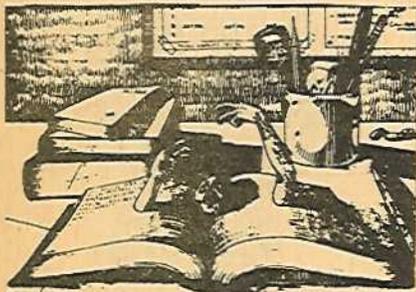
Source: CUP

# L'U.N.E.Q. est-elle un sphincter?

par Jean-Pierre Grégoire

L'U.N.E.Q., ça n'a aucun lien avec l'A.N.E.Q., ça ne se ressemble pas et ne se rassemble pas non plus. Propos inutiles. L'union des écrivains québécois, fondée il y a un peu plus d'un an, est un syndicat visant à aider les écrivains et à résoudre leurs problèmes. Bon! C'est un sphincter ouvert qui ne se referme plus. Jacques Godbout en est le président et l'union regroupe des écrivains tels que Rina Lasnier, André Major, Yves Thériault, Gérard Godin, etc. Ils sont 120 présentement à être membres, actifs ou passifs et malheureusement pas assez d'actifs. L'association est également subventionnée par les deux gouvernements, provincial et fédéral, et fait à souligner c'est du premier qu'on a eu le plus de difficultés à obtenir une aide, et c'est aussi d'eux qu'on attend le plus de collaboration.

L'U.N.E.Q. est née d'un regroupement d'écrivains voulant pour le moins, tenter de résoudre les problèmes qui s'acharnent présentement sur le milieu littéraire, et également de mauvaises expériences et d'échecs entourant les divers regroupements ayant déjà existés. (Par exemple, la débandade des Editions Quinze, qui au départ se voulait une coopérative d'écrivains et qui est aujourd'hui un brin de paille dans la main de Hachette). Le but premier de l'U.N.E.Q. à l'époque était de se battre contre les éditeurs mais on s'est rapidement aperçu que le problème se trouvait plutôt du côté de la distribution et surtout à cause du



Source: CUP

monopole de la maison Hachette, qui possède 50% des actions des librairies Garneau et qui effectuait dernièrement une importante transaction avec les librairies Dussault, en plus de faire la distribution pour plusieurs maisons d'édition québécoises. C'est semble-t-il le gros problème actuel de la littérature québécoise.

L'union se propose donc, et ce, dans un avenir très rapproché, de mettre en marche une tournée des écrivains québécois à travers la province. Le but de cette tournée est évidemment de faire connaître les écrivains, qui pour plusieurs personnes présentement sont d'illustres inconnus. On prépare également un fichier des auteurs québécois, chose qui n'a jamais été faite ici. L'U.N.E.Q. voudrait en arriver à jouer un rôle d'intermédiaire entre l'écrivain et la personne ou l'organisme voulant communiquer avec celui-ci, dans le but de faciliter les rencontres avec nos auteurs. Et comme une maison étrangère, en l'occurrence Hachette, empêche la distribution de livres québécois et entretient une certaine ignorance de la population face à ses auteurs et ce en imposant une flopée de livres étrangers sur le marché, il est évident que c'est primordial de faire connaître les écrivains d'ici. D'ailleurs en ce qui a trait à Hachette, l'U.N.E.Q. a été enchanté de la politique du livre que le gouvernement québécois se propose de déposer bientôt, et qui obligerait toutes les maisons étrangères opérant au Québec dans le domaine du livre à posséder une majorité d'actions québécoises. L'U.N.E.Q. s'attend d'ailleurs à une participation du gouvernement pour pouvoir opérer activement et apporter des changements.

N'entre pas qui veut à l'U.N.E.Q. Il existe effectivement certaines conditions, la première étant d'avoir déjà publié un livre. Toutefois dans cette condition il existe une certaine contradiction, car l'écrivain qui publie pour la première fois est sans doute celui qui rencontre le plus de difficultés. S'ils exigent certaines conditions c'est aussi parce qu'on ne veut pas que l'U.N.E.Q.



Source: CUP

devienne une sorte d'organisme passif, où l'on entre par fierté et à l'intérieur duquel on végète.

L'U.N.E.Q. est sans doute l'un des organismes les plus importants présentement dans le domaine littéraire québécois. On compte y faire beaucoup pour la situation du livre au Québec, et il serait dans notre intérêt, à nous lecteurs, si l'on tient à conserver et à sauvegarder une littérature québécoise, d'accorder un peu plus d'importance au livre de chez nous. Pour moi c'est une question de survie. Le sphincter se contracte. C.Q.F.D.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Jean-Marie Poupart, vice-président de l'U.N.E.Q., qui m'a fourni les renseignements pour cet article, ainsi que la contraction du sphincter.

# CAMPAGNE DE FINANCEMENT

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

Le Comité d'Organisation de la Campagne de Financement de l'Association des Journalistes de la Région de la Capitale a l'honneur de vous adresser ce prospectus.

# CAMPAGNE DE FINANCEMENT

Le Québec ETUDIANT amorce une campagne de financement auprès des étudiants, des organismes syndicaux et des organisations populaires.

Nous lançons donc l'invitation à tous les étudiants du Québec de souscrire à un abonnement d'un an à la revue **Le Québec ETUDIANT**.

## POURQUOI:

- \* **Le Québec ETUDIANT** est le seul médium national qui s'adresse en particulier au monde étudiant.
- \* C'est la première revue étudiante au Québec qui circule à une si grande échelle, à 50,000 copies tous les mois.
- \* C'est une revue qui traite en détail des développements et problèmes de l'enseignement post-secondaire au Québec.
- \* C'est le porte-parole national des étudiants pour la réforme et la démocratisation de l'enseignement.

Toutefois, cette revue pour poursuivre sa démarche a besoin du soutien financier de ses lecteurs, en particulier des étudiants. C'est pourquoi, nous faisons appel à votre coopération en sollicitant un abonnement de soutien à la revue.

**NOTRE OBJECTIF: 2,000 abonnements**

**Coût de l'abonnement: \$10.00 pour un an**

Nous comptons sur votre coopération et nous vous remercions à l'avance,  
L'Equipe de rédaction